

PAGES DE GAUCHE

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 169

Automne 2018



Page 4 **Hommage**

L'ultime colonne d'Uri Avnery, infatigable militant israélien pour la paix.

Page 5 **Syndicats**

Entretien avec les deux dernières-ers candidat-es à la présidence de l'Union syndicale suisse.

Page 8 **Votations**

Décryptages des différents mythes qui entourent le vote électronique.

Page 21 **Cinéma**

Avec « BlacKkKlansman », Spike Lee propose un habile film politique contre les délires du suprématisme blanc.

Le dossier

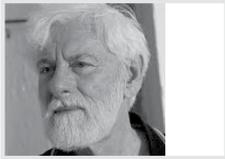
La grève générale, 1918-2018

*On célèbre les 100 ans de la grève générale en Suisse qui a eu lieu du 12 au 14 novembre 1918 suite à l'appel du Comité d'Olten. Pages de gauche a naturellement choisi d'y consacrer son dossier. S'il est important de savoir ce qu'on commémore, il est aussi important de saisir le contexte historique particulier de cette période. Sur fond de révolutions russe et allemande aux destins différents, Pages de gauche resitue les enjeux de l'appel à la grève et de sa répression par les autorités suisses. **Page 9***

À lire sur notre site

Hommage à Uri Avnery: « Mais qui sommes-nous? »

Posted on 22 septembre 2018 by webmaster@pagesdegauche.ch



Uri Avnery est mort le 20 août 2018 à Tel-Aviv. Ancien député à la Knesset israélienne, il était le co-fondateur du mouvement Gush Shalom (le « Bloc de la paix »). Nous avons publié certaines de ses colonnes dans nos pages ces...

[Continue Reading →](#)

2019, Exclusif, web, citoyen, égalité, Etat, Israël, Juif, Juives, loi, nation

Film: BlackKlansman: quelles alliances?

Posted on 11 septembre 2018 by webmaster@pagesdegauche.ch



L'histoire n'est jamais tout à fait passée dans les films des réalisatrices-eurs afro-américain-e-s. Le dernier opus de Spike Lee n'échappe pas à la règle, car bien qu'il soit tiré de faits réels datant de la fin des années 1970, il se clôture sur des images...

[Continue Reading →](#)

2018, Exclusif, web, cinéma, égalité, racisme, spike lee, USA

Suède: La fabrique du populisme

Posted on 10 septembre 2018 by webmaster@pagesdegauche.ch



Les élections du dimanche 9 septembre en Suède contiennent deux leçons pour le reste de l'Europe. La première, la plus importante, concerne l'efficacité du « cordon sanitaire » placé depuis des années autour du parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (Sverigedemokraterna, SD). La seconde, secondaire mais pas...

[Continue Reading →](#)

2018, Exclusif, web, élection, fascisme, populisme, Suède

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) : Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG),
Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP),
Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité :

Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat,
Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg,
Pascal Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page :

Gabriel Sidler, Lausanne

Webmaster :

Mathieu Gasparini, Lausanne

Dessins :

Christian Vullioud (Cévu)

Illustrations :

Reproductions de xylogravures de Félix Vallotton.

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Chronique

Crash-test pour notre démocratie

Toute l'énergie que Pierre Maudet a mise pour se hisser au pouvoir – et il faut lui reconnaître qu'il en a mis beaucoup – va être mise désormais au service de s'y maintenir à tout prix. Il n'y a ni surprise ni choc dans le fait qu'il cherche à préserver sa position. Qu'il refuse de s'appliquer à lui-même les règles et lois qu'il a appliquées sans pitié aux autres achève toutefois d'enterrer l'image du monsieur propre au service de la République que ses mensonges ont détruit. Cela démontre que ce n'est pas l'intérêt général qui était poursuivi mais la satisfaction de l'ambition d'un seul. Or, l'ambition et la volonté de puissance d'un homme, si grandes soient-elles, ne peuvent pas primer sur les institutions, surtout quand il est prouvé que ce dernier leur fait du tort comme jamais auparavant aucune politicien-e ne l'a fait. Pierre Maudet restera à minima dans l'histoire comme le premier président du Conseil d'État inculpé.

Cet enfermement découle de choix assumés, de compromissions torves, de mensonges finement élaborés et répétés depuis des mois et des années pour tromper tout son monde. La justice fera certes toute la lumière sur la profondeur et les véritables motifs et bénéfices de ceux-ci. En attendant, le politique doit tenir son rang, assumer ses responsabilités, sans se décharger de celles-ci sur le ministère public,

au risque d'en sortir durablement affaibli.

Il est inimaginable aujourd'hui que les institutions puissent fonctionner avec un homme qui sera inculpé sous peu, et qui n'incarne plus l'État. Maudet maintenu à sa tête, ce serait une preuve, la signature que quelque chose est définitivement corrompu dans la République. Aucun État démocratique ne peut l'accepter sans être mis en danger dans sa nature et son fonctionnement. Des mois et des années de mensonges ne peuvent se balayer avec un « faites-moi confiance » pour solde de tout compte. Cela ne tient pas.

La contrition tardive et forcée de Pierre Maudet, face caméras, sonne faux. Du choix de ses mots visant à se dédouaner, à la nouvelle réinvention d'une énième version, en jouant cyniquement de la carte affective, de sa famille, mettant ses enfants en avant, est une triste instrumentalisation et provoque le dégoût. Sa volonté de sauver sa place se fait sur le dos de la transparence et de la vérité.

Pierre Maudet va s'accrocher. Il va utiliser tous les moyens pour rester au pouvoir : les mêmes que ceux qu'il a utilisés pour y parvenir, quitte à entraîner tout le monde et les institutions avec lui.

Sylvain Thévoz
Député PS Genève

LE DUO MAUDIS-BROULET CHEZ MORISOD



Éditorial

Sous les bombes

Sous la pression des entreprises exportatrices de matériel de guerre, le Conseil fédéral souhaite autoriser les exportations d'armement dans des pays en situation de conflits internes. Cette demande d'assouplissement de l'ordonnance sera soumise aux chambres fédérales. L'hypocrisie est bien entendu totale : pour pouvoir exporter, les entreprises devront seulement prouver que les armes vendues ne seront pas utilisées dans le conflit interne.

Tous ces éléments sont alarmants et traduisent certaines évolutions dans l'attitude agressive des marchand·e·s d'armes suisses. Récemment RUAG (dont la Confédération est l'actionnaire unique) voulait construire une usine de munition au Brésil, plus près des « marchés ». Devant les protestations, la proposition a été provisoirement retirée. Aussi les marchand·e·s d'armes profitent de toutes les largesses actuelles de la loi. Pour contourner les restrictions à l'exportation, ils exportent en pièces détachées les armes,

puisque la « règle des éléments d'assemblage » permet d'exporter jusqu'à la moitié des coûts de fabrication du produit fini.

Déjà en 2014 la majorité de droite du Conseil national acceptait d'assouplir l'ordonnance fédérale sur le matériel de guerre dans le sens de supprimer l'interdiction d'exporter du matériel de guerre dans des pays qui violent « systématiquement et gravement les droits de l'homme ». Même hypocrisie qu'aujourd'hui, puisqu'il s'agissait de démontrer que les armes vendues ne servaient pas à violer lesdits « droits de l'homme ».

Le Conseil fédéral a pris toutes ces mesures en faveur des marchand·e·s d'armes après le refus de l'initiative de 2009 « pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre » du Groupe pour une Suisse sans Armée. En ce temps, son argument principal pour refuser cette initiative était que l'ordonnance venait d'être renforcée pour tenir davantage compte des droits fondamentaux. L'effet économique est

évident et la droite a fait ses comptes ; en 2014, la Suisse exportait pour 340 millions de francs, et pour près de 450 millions en 2017.

Toutes ces pratiques mortifères ont été mises en évidence dans un audit récent du Contrôle fédéral des finances. Il apparaît que l'organisateur principal de ce commerce, notamment à destination de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis ou encore de la Turquie, est le Seco. Cela tombe bien car cet organisme est aussi chargé d'effectuer en partie le contrôle en délivrant les autorisations.

Pour mettre fin à cette hypocrisie, il s'agit à court terme de soutenir le lancement de l'initiative dite de rectification contre les exportations d'armes vers les pays en guerre civile. À moyen terme, il s'agit aussi de continuer la lutte pour la suppression de l'armée suisse, principal moteur de l'industrie suisse de l'armement.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|---|--|
| <p>3 Éditorial
Sous les bombes</p> <p>4 Actualités
Le dernier texte d'Uri Avnery : « Mais qui sommes-nous ? »</p> <p>5 Syndicats : qui succédera à Paul Rechsteiner à la tête de l'USS ?</p> <p>7 Le poing et la rose</p> <p>8 Votations : les mythes autour du vote électronique</p> <p>9 Dossier
La grève générale, miroir des révolutions européennes</p> <p>10 La grève générale dans le contexte international</p> <p>12 La Suisse en grève</p> <p>13 « Il n'y a pas eu de grève, et elle a été organisée de l'étranger... »</p> | <p>14 Allemagne, Autriche : l'écho de 1917 et les révolutions de 1918-1919</p> <p>16 De la révolution d'octobre à la scission du mouvement ouvrier international</p> <p>18 « Une remise en cause fondamentale des structures de domination », entretien avec Pierre Eichenberger</p> <p>19 Ce que 1918 a changé</p> <p>20 Conclusion : pour une histoire populaire de la Suisse</p> <p>20 Bibliographie</p> <p>21 Culture
Cinéma : BlacKkKlansman</p> <p>22 Le Gurzelen : un projet innovant à Bienne</p> <p>23 Livres</p> |
|---|--|

Israël

« Mais qui sommes-nous ? »

Uri Avnery est mort le 20 août 2018 à Tel-Aviv. Ancien député à la Knesset israélienne, il était le cofondateur du mouvement Gush Shalom (le « Bloc de la paix »), dont nous avons repris certains textes dans nos pages ces dernières années. En son hommage, nous publions son ultime colonne, mise en ligne le 4 août 2018 avant une chute qui devait lui être fatale, alors qu'il s'apprêtait à manifester contre la loi « État Nation ».

Il y a des années, j'avais eu une discussion amicale avec Ariel Sharon. Je lui avais dit : « Je suis avant tout un Israélien. Ensuite, je suis un Juif ». Il m'avait alors vivement répondu : « Je suis avant tout un Juif, et ensuite seulement un Israélien ».

Cela peut sembler être un débat abstrait. Mais en réalité, il s'agit de la question qui est au cœur de tous nos problèmes fondamentaux. C'est le nœud

de la crise qui est en train d'isoler maintenant Israël. La cause immédiate de la crise est la loi qui a été adoptée en toute hâte la semaine dernière (le 19 juillet 2018, *ndlr*) par la Knesset la plus à droite de l'histoire. Elle est intitulée : « Loi fondamentale : Israël, État Nation du Peuple Juif ».

C'est une loi constitutionnelle. Quand Israël a été fondé durant la guerre en 1948, aucune constitution n'a été adoptée. Il y avait un problème avec la communauté religieuse orthodoxe, de sorte qu'il était impossible de s'accorder sur une formule. À la place, David Ben-Gourion a proclamé une « Déclaration d'indépendance » qui annonçait que « nous fondons un État Juif, à savoir l'État d'Israël ». Cette déclaration n'est pas devenue une loi. La Cour suprême en a adopté les principes sans base légale. Le nouveau document, toutefois, est une loi contraignante.

Ainsi, qu'est-ce qui est nouveau dans cette nouvelle loi, qui ressemble à première vue à une copie de la déclaration ? Elle contient deux omissions importantes : la déclaration parlait d'un État « Juif et démocratique » et promettait l'égalité complète entre tous ses citoyen-ne-s, sans égard pour leur religion, leur ethnie ou leur sexe. Tout ceci a disparu. Pas de démocratie. Pas d'égalité. Un État des Juif-ve-s, pour les Juif-ve-s et par les Juif-ve-s.

Les premières-ers à protester ont été les Druzes. Les Druzes sont une petite communauté étroitement liée. Ils-elles envoient leurs enfants pour servir dans l'armée et la police israélienne et se considèrent eux-elles

mêmes comme « frères de sang ». Ils-elles ont soudainement été privé-e-s de tous leurs droits légaux et de leur sentiment d'appartenance. S'agit-il d'Arabes ou non ? De Musulman-e-s ou non ? Cela dépend de qui parle, où et pour quel motif. Ils-elles menacent de manifester, de quitter l'armée et, généralement, de se rebeller. Benyamin Netanyahu tente de les corrompre, mais il s'agit d'une communauté fière.

Cependant, les Druzes ne constituent pas le point essentiel. Cette nouvelle loi ignore complètement les 1,8 millions d'Arabes qui sont citoyen-ne-s israélien-ne-s, y compris les Bédouin-e-s et les Chrétien-ne-s. (Personne n'a même pensé aux centaines de milliers de Chrétien-ne-s européen-ne-s qui ont immigré avec leur partenaire Juif-ve ou d'autres proches, essentiellement de Russie). La langue arabe, avec toute sa splendeur, qui jusqu'à présent constituait l'une des deux langues officielles, sera rétrogradée au rang de simple « statut spécial », sans que l'on sache ce que cela veut dire. (Tout ceci s'applique à Israël proprement dit, pas aux 5 millions d'Arabes environ en Cisjordanie occupée et dans la Bande de Gaza, qui n'ont pas de droits du tout).

Netanyahu défend cette loi comme un lion face à la critique qui commence à s'exprimer dans son camp. Il a publiquement déclaré que toute-s les Juif-ve-s critiquant cette loi sont des gauchistes et des traîtres (ou synonymes) « qui ont oublié ce que c'est que d'être Juif ». [...]

La nouvelle Loi État Nation, par sa nature semi-fasciste, nous montre à quel point il est urgent de débattre de ceci. Nous devons décider de qui nous sommes, ce que nous voulons et à quel endroit nous appartenons. Autrement, nous serons condamné-e-s à un état permanent d'impermanence.

*Uri Avnery
(trad. :AT)*

Une version longue de cet article est disponible sur notre site Internet.

Samir Amin (1931-2018)

Samir Amin, un-e des précurseuses-eurs du mouvement altermondialiste s'est éteint le 12 août 2018.

Né le 3 septembre 1931 au Caire, il partira en France poursuivre des études à Sciences Po, où il obtient un diplôme en 1952. Il retournera au Caire en 1957 travailler à l'Institut Gamal Abdel Nasser pour la gestion économique (1957-1960) avant d'intégrer le Ministère de la planification du Mali (1960-1963). Il suivra ensuite un chemin internationaliste, académique et militant en France puis au Sénégal, où il s'établit et dirige l'Institut Africain de Développement Économique et de Planification (IDEP) créé en 1962 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Il participera aussi à la création en 1973 du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) et de l'ONG Enda. Contemporain de Giovanni Arrighi, Immanuel Wallerstein, André Gunder Frank, avec lesquels il écrivit plusieurs livres, Amin s'inscrivait résolument dans une tradition marxiste et développementaliste, dénonçant le système capitaliste comme inégalitaire et souhaitant une « dissociation » de celui-ci. Parmi ses livres, citons *Les origines du sous-développement* (1973), *La déconnexion* (1985) et *L'eurocentrisme. Critique d'une idéologie* (1989). MG

Syndicats

Qui succédera à Paul Rechsteiner à la tête de l'USS ?

L'actuel président de l'USS Paul Rechsteiner a annoncé en mars qu'il démissionnait, après 20 ans passés à ce poste. Deux candidat-e-s restent en lice, après les retraits de Marina Carobbio et de Mathias Reynard : le Conseiller d'État socialiste vaudois Pierre-Yves Maillard et la Conseillère nationale PS saint-galloise Barbara Gysi, également présidente de l'Association du personnel de la Confédération (APC) et de l'Union syndicale saint-galloise. Nous nous sommes entretenus avec chacun-e, pour discuter de leurs priorités pour le mouvement syndical suisse. L'élection aura lieu au congrès de l'USS des 30 novembre et 1^{er} décembre prochains.

Barbara Gysi

N'est-il pas temps qu'une femme occupe la présidence de l'USS ?

Oui, c'est le moment. La situation des femmes dans le monde du travail est préoccupante à bien des égards. Elles subissent toujours des discriminations importantes, notamment au niveau salarial, et les attaques contre le relèvement de leur âge de départ à la retraite n'ont pas disparu.

Aujourd'hui, les professions les plus précarisées sont majoritairement féminines, que l'on songe par exemple aux soins à domicile ou au commerce de détail. Ce sont sans surprise des professions qui sont très peu syndiquées, ce qui explique les mauvaises conditions de travail qu'on y observe. Cela signifie donc que c'est là que le potentiel de syndicalisation est le plus important, et que l'USS doit y diriger ses forces à l'avenir. Seul un tiers des membres des syndicats sont des femmes en Suisse; cette proportion doit augmenter. Il faut que les femmes s'engagent davantage sur le terrain syndical, et je pense qu'une faïtière nationale présidée par une femme peut y contribuer.

L'USS doit aussi se battre pour la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée, et sur ce plan aussi, il me semble que le point de vue d'une femme peut nuancer le discours et le renforcer.

Dans ce contexte particulier et vu les combats qui s'annoncent, il me semble crucial que l'USS ait une femme à sa tête. Avec la nouvelle grève des femmes qui se prépare pour 2019, ce serait d'ailleurs un signal important.

Comment vois-tu un double engagement de parlementaire fédérale et de présidente de l'USS ?

Être parlementaire est extrêmement important lorsqu'on occupe la tête de l'USS. C'est là que les décisions importantes pour les travailleuses-eurs sont discutées et décidées. Depuis 2011, je siége au Conseil national, et j'ai pu me construire un réseau important dans la politique fédérale, ce qui est nécessaire si l'on veut que les syndicats disposent de relais forts au parlement.

Au sein de la gauche, le PSS et les syndicats défendent toujours les mêmes positions. Il en est de même au niveau cantonal d'ailleurs, comme j'ai pu le voir à Saint-Gall, comme députée au Grand Conseil et présidente de l'Union syndicale saint-galloise. Ce qui importe, c'est déjà de relayer les préoccupations et les revendications syndicales au sein du groupe PS aux chambres.

Le travail entre partis et syndicats doit donc se faire de concert, et l'on sait que tout affaiblissement de la présence des

représentant-e-s de l'aile syndicale au sein du PS a des effets sur les priorités de ce dernier. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons améliorer les conditions de travail des salarié-e-s.

L'USS est composée d'une multitude de syndicats avec des objectifs politiques parfois variés. On peut songer par exemple au débat entre lois et CCT. Comment arbitrerai-tu entre ces positions ?

Avant toute chose, il faut discuter avec toutes les fédérations pour trouver un terrain d'entente. Cela a toujours été ma manière de travailler: ne pas nier les divergences et tenter de trouver des solutions.

Plus spécifiquement, sur le lien entre CCT et loi, il me semble qu'il faut que l'USS se batte en même temps pour une extension de la couverture conventionnelle (qui ne concerne qu'environ 50 % des salarié-e-s du privé aujourd'hui) et pour l'instauration de mesures légales qui s'appliquent à tou-te-s les salarié-e-s, l'exemple principal étant un salaire minimum national et les lois sur le travail. Les conditions de travail ne devraient pas être différentes entre les secteurs publics et privés.

Quels doivent être les objectifs du monde syndical suisse ces prochaines années ?

L'objectif général est bien sûr la protection et l'amélioration des conditions de travail de tou-te-s les salarié-e-s. Celui-ci

ne pourra être poursuivi que si nous parvenons à obtenir des augmentations des salaires les plus bas. Dans ce cadre, la défense des mesures d'accompagnement liées aux accords bilatéraux avec l'UE est essentielle (venant d'un canton frontalier, j'en connais d'autant mieux la nécessité).

Nous devons aussi nous battre pour la réduction du temps de travail, en revendiquant une semaine de travail de 35 heures. Dans le même sens, nous devons demander l'augmentation des rentes AVS et garantir leur financement à long terme. S'agissant du 2^e pilier, il faut s'occuper de la situation des personnes qui ont travaillé à temps partiel et qui sont mal assurées.

La conciliation de la vie professionnelle et de la vie fami-

liale, puis le thème du harcèlement sexuel et moral, ainsi que la question plus générale de la santé au travail, me paraissent aussi devoir faire partie des priorités de l'USS ces prochaines années.

Enfin, je crois qu'il faut se battre pour un service public plus grand et plus fort en Suisse. Cela concerne tous les domaines habituels, qui sont sans cesse attaqués par la droite: santé, transports, communications, etc. Cela passera par une obligation d'appliquer les CCT dans les institutions privées de la santé par exemple.

J'ajoute une dernière chose dans ces objectifs: les syndicats doivent être des employeurs exemplaires pour leurs propres salarié-e-s. Les secrétaires syndicaux sont bien sûr aussi des militant-e-s, ils et elles se battent

pour les objectifs politiques de leur organisation de toute leur âme, mais cela ne doit pas justifier que leurs conditions de travail soient mauvaises. Nous devons je crois rester attentifs à cet aspect-là.

Ce programme ambitieux ne peut être réalisé de toute évidence sans un renforcement du mouvement syndical, c'est-à-dire grâce à une augmentation du nombre de ses membres, des hommes comme des femmes. Il faut donc entamer des actions de syndicalisation aussi larges que possible. Il ne faut pas oublier non plus de maintenir le dialogue avec les autres syndicats, y compris ceux qui ne sont pas membres de l'USS.

*Propos recueillis
le 14 septembre 2018 par
Antoine Chollet*

Pierre-Yves Maillard

N'est-il pas temps qu'une femme occupe la présidence de l'USS?

J'aurais tout à fait compris un choix de principe en ce sens de la part de l'USS. J'ai d'ailleurs posé la question lorsque la commission de sélection m'a contacté, mais elle m'a dit que l'élection était ouverte à un homme comme à une femme. Des femmes fortes et représentatives sont d'ailleurs présentes à la tête de l'USS, comme Vania Alleva, vice-présidente et présidente d'Unia et Katarina Prelicz-Huber, présidente du SSP.

Par ailleurs, j'aimerais dire que si le débat sur la représentation féminine est légitime, des hommes peuvent et doivent aussi porter des revendications féministes. Je l'ai, je crois, démontré dans mon action au Conseil d'État vaudois, avec les PC familles (qui aident notamment les femmes seules avec enfants), la révision de l'approche sur les violences domestiques, ou en nommant trois femmes sur les cinq cheffe-s de service de mon département.

En 2011, tu nous disais être un Girondin (Pages de gauche n° 97), attaché à

l'action politique dans les cantons. Serais-tu devenu un Jacobin, tenté par la politique nationale?

Après 14 ans, mon temps au Conseil d'État devra bien un jour prendre fin... Lorsque cette opportunité de la présidence de l'USS m'a été présentée, j'ai décidé de me lancer, après un temps de réflexion cet été.

L'intérêt du niveau cantonal, c'est de pouvoir tester des projets avec des majorités parfois plus faciles à rassembler. Au niveau fédéral, il faut donc partir des expériences cantonales pour porter des projets plus loin. En ce sens, je reste un Girondin!

Comment vois-tu un double engagement de parlementaire fédéral et de président de l'USS?

C'est une relation à laquelle il faut réfléchir. Pour moi elle ne va pas de soi, mais c'est une demande des fédérations syndicales. D'autre part, le lien entre le PS et les syndicats est important, et je me suis toujours battu en ce sens, mais ça doit se faire sans mise sous tutelle. Chacune des forces doit avoir son autonomie. Les militant-e-s brésilien-ne-s

parlaient de la relation entre le PT et la CUT (faitière des syndicats) au Brésil comme d'une «*articulacion*», c'est-à-dire de deux pièces indépendantes et de même rang, mais avec un point de contact entre elles pour transmettre le mouvement.

Quel lien avec la base peut-on construire dans une telle fonction?

Si je suis élu à la tête de l'USS, je n'aurai pas d'autre métier. Entre les sessions parlementaires, si je suis élu au Conseil national, j'aurai donc du temps. Je m'efforcerai de cultiver le contact avec la base, de me rapprocher de la réalité que j'ai connue lors de mon travail de secrétaire syndical à la FTMH.

Je vois un autre lien à tisser avec la base. Pour être fort au niveau national, le mouvement syndical doit être fort sur les lieux de travail. Cela signifie qu'il faut des syndicats qui assurent une croissance ou au moins une stabilité de leurs membres, et ceci doit constituer un objectif principal de l'USS. Mes expériences de secrétaire syndical m'ont montré que pour faciliter le recrutement sur le terrain, il faut montrer des résultats concrets.

L'USS peut aider à ce processus en définissant soigneusement

et démocratiquement des objectifs atteignables qui fédèrent tous les syndicats. Il faut de l'utopie et des débats de fond, mais il faut aussi et surtout réaliser le possible! Y compris avec des initiatives populaires qui peuvent et doivent être gagnées.

Le parlement discute du projet RFFA, héritier de la défunte RIE3. Comment te positionnes-tu sur le sujet alors que tu as piloté la mise en œuvre anticipée de cette réforme dans le canton de Vaud?

L'un des problèmes majeurs de ces dernières décennies pour les salarié·e·s, c'est la stagnation ou la régression des revenus disponibles. Avec la RIE3 vaudoise, nous voulions négocier des avancées concrètes dans ce domaine. Le résultat, c'est que, dès les prochains mois, les primes de l'assurance maladie vont baisser pour 75'000 personnes à revenu moyen inférieur.

Au niveau fédéral, la victoire de l'an passé contre la RIE3 a permis de conquérir maintenant une avancée unique pour l'AVS avec un projet qui majore les recettes de 5 à 7 % sans baisse de prestation. Mais le débat national sur la RIE3 a pu faire oublier que c'est dans les cantons que se mène la bataille pour la substance fiscale et les avancées sociales à obtenir. C'est à ce niveau-là que les combats devaient être menés pour enfin avancer sur des revendications sociales fortes.

La proposition du Conseil des États vise à supprimer les statuts fiscaux spéciaux, à redonner 1 milliard de francs aux cantons, et 2 milliards à l'AVS. Je ne connais aucun projet, ni en Suisse ni ailleurs en Europe, qui assainisse les retraites uniquement avec de nouvelles recettes. Ce paquet est positif, il n'y a aucune raison de l'attaquer dans la situation actuelle.

L'USS est composée d'une multitude de syndicats avec des objectifs parfois différents. On peut songer par exemple au débat entre loi et CCT. Comment arbitrerai-tu entre ces positions?

Ce débat me semble moins vif aujourd'hui qu'il ne l'a été par le passé. Le Syndicat des services

publics signe désormais des CCT, et Unia s'était ralliée à l'idée d'un salaire minimum national pour toutes les branches.

Ce qu'il faut désormais, c'est fédérer l'ensemble des syndicats autour de revendications accessibles. Comme je l'ai dit, l'érosion des salaires est un problème qui touche tou-te-s les salarié·e·s. Elle n'a été compensée que par l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Nous pouvons agir par des mesures de politique sociale comme l'amélioration des allocations familiales ou le plafonnement du poids des primes LAMal par les subsides, comme nous l'avons fait sur Vaud. Mais nous ne devons pas renoncer à

nous battre sur le niveau des salaires eux-mêmes.

J'aurais deux propositions à cet égard, qui nécessiteraient le lancement d'initiatives populaires: la généralisation du 13^e salaire à tou-te-s les salarié·e·s, et un contrôle public des infractions à la loi sur l'égalité salariale entre hommes et femmes. Ces propositions demandent précisément l'aide de la loi, car des CCT ne peuvent suffire à les mettre en œuvre.

*Propos recueillis
le 10 septembre 2018
par Arnaud Thiéry
et Antoine Chollet*



LE POING



Le Mélenchon semble être devenu un produit d'exportation en Allemagne depuis quelque temps. En effet,

Sahra Wagenknecht, l'une des personnalités les plus en vue de *Die Linke*, a repris certains de ses thèmes, notamment sur l'immigration. Dans le contexte actuel, jouer avec le feu en confirmant les thèses de l'extrême droite sur l'immigration « responsable de la sous-enchère salariale » est irresponsable. Le dire avec mille précautions n'en rendra pas l'analyse moins fausse, et le mal sera fait.

LA ROSE



L'une des primaires démocrates de l'État de New York a réservé une belle surprise, en plaçant **Julia Salazar**, membre des « Democrat Socialists of America », en tête devant un cacique du Parti. Cette nomination est un signe supplémentaire que le terme de socialisme est de moins en moins tabou aux États-Unis. L'élection de Trump a galvanisé toute une nouvelle génération de militant·e·s qui, désormais, commencent à atteindre les portes du pouvoir. C'est un signe avant-coureur encourageant pour les élections décisives du mois de novembre.

Votations

Les mythes autour du vote électronique

Le Conseil fédéral va ouvrir prochainement une consultation sur le vote électronique. L'objectif affiché est d'en faire le troisième canal de vote ordinaire. Jean-Christophe Schwaab a choisi de mettre en évidence sur son blog sept mythes qui circulent au sujet du vote électronique.

« Le e-banking est sûr, donc le e-voting est sûr »

Ce n'est tout simplement pas la même chose. Si la sécurité du e-banking est plutôt bonne en Suisse, il existe un garde-fou que le vote électronique ne devra jamais avoir : la traçabilité de toutes les transactions. Avec le vote par Internet, il ne faut surtout pas que l'on conserve de trace sinon cela serait la fin d'un des principes fondamentaux en matière de droit de vote et de démocratie : le secret du vote.

« Le vote électronique augmente la participation »

Le vote électronique serait censé augmenter la participation aux scrutins, que l'on sait plutôt faible en Suisse. Si lors de son introduction, il y a un pic de participation (les gens essaient le nouveau canal), cela se tasse, et finalement, la participation reste la même qu'avant. En effet, le « saut de participation » a déjà été obtenu grâce à l'introduction généralisée du vote par correspondance.

« Le vote électronique pousse les jeunes à voter »

Si les jeunes votent moins, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de vote électronique, c'est parce que les élu·e·s n'ont pas réussi à expliquer en quoi les jeunes sont concerné·e·s par les enjeux des votations. Ce n'est pas l'échec du système de vote, c'est l'échec de la classe politique.

L'émergence de la démocratie du clic devrait plutôt nous inciter à la prudence en matière de lien entre droit de vote et

Internet. Convoquer le peuple aux urnes, c'est un acte lourd de sens. Il ne faut donc pas le faciliter, parce que cela serait « moderne ».

« Avec un système de vote électronique ouvert et transparent, les citoyen·ne·s conservent le contrôle »

Les citoyen·ne·s sont privés de leur compétence de dépouiller et de surveiller le processus électoral. Certes, le Canton de Genève publie le code source de son logiciel de vote. Mais, à moins d'être un spécialiste de la question, on n'y comprend rien. Quant au système concurrent, vendu par La Poste et développé par l'entreprise espagnole Scytl, c'est une « boîte noire ». Nul doute qu'une telle proposition de privatiser l'organisation, le dépouillement et le contrôle des votes populaires n'aurait aucune chance si elle concernait un scrutin sur papier. Pourtant, c'est exactement ce vers quoi nous mène l'introduction du vote électronique.

« Le vote électronique est plus fiable que le vote sur papier »

Certes, avec un système de vote sur papier, il y a des cas de fraude électorale. Mais ces erreurs se voient. Et, en cas de doute, on recommence le scrutin. Quoi qu'il en soit, en Suisse, une fraude électorale de grande ampleur est impossible avec un vote sur papier pour des raisons logistiques. Alors qu'un pirate informatique peut, seul, fausser un vote électronique.

« Personne n'aurait intérêt à falsifier une votation ou une élection suisse, car nous sommes un pays trop petit et trop insignifiant »

Frauder un vote électronique coûterait probablement très cher et seuls des États dotés de capacités suffisantes pourraient mener des attaques informatiques de grande ampleur (comme l'attaque de 2007 de la Russie contre l'Estonie). De grandes entreprises privées pourraient aussi avoir intérêt à se mêler de nos votations lorsque leurs intérêts sont touchés. Récemment, par exemple, les casinos en ligne étrangers se sont – sans succès – achetés un référendum. Ils n'ont certes pas eu les moyens ni l'intention de fausser le résultat, mais en revanche, avec un scrutin se déroulant en grande partie sur Internet, quelques clics depuis Malte auraient pu suffire.

« L'introduction généralisée du vote électronique est inéluctable »

C'est bien connu, personne ne peut freiner l'essor des nouvelles technologies. Pas même les principes essentiels au bon fonctionnement de la démocratie. Pourtant de nombreux pays y ont déjà renoncé vu les risques encourus. Les Pays-Bas, pays pionnier du vote électronique dès 1996, ont stoppé ce canal de vote en 2006 pour des raisons de sécurité. La Cour constitutionnelle allemande a jugé le vote par Internet incompatible avec les principes démocratiques en 2009. Et, en 2017, la France a supprimé la possibilité d'élire les député·e·s des Français·e·s de l'étranger par Internet, au nom de la sécurité informatique.

Si le Parlement fédéral décidait de pérenniser les actuels « essais » de vote électronique et donc d'introduire ce canal de vote à large échelle, il serait possible de lancer un référendum. Si les citoyen·ne·s refusent que l'on sacrifie la démocratie sur l'autel de la technique ils pourront s'y opposer. Et ce seront elles-eux qui auront le dernier mot.

*Jean-Christophe Schwaab
(Texte repris et adapté de son blog : www.schwaab.ch)*



La grève générale, miroir des révolutions européennes

La grève générale de 1918 est intimement liée à la première guerre mondiale. Pour bien saisir ses ressorts et comprendre ses multiples dimensions, le détour historique européen est indispensable. La Grande Guerre a causé une dégradation extrêmement importante des conditions de vie de la population civile. Les gouvernements et dirigeant-e-s ont largement sous-estimé la durée et l'intensité de ce conflit mondial. La Suisse n'est pas épargnée par la paupérisation de sa population. La mobilisation générale signifie que les employés mobilisés dans l'armée ne reçoivent aucun salaire des grandes entreprises. Pourtant, si les conditions de vie sont rudes pour la population, les grandes industries (chimie, métaux) verront leurs bénéfices augmenter. C'est à partir de cette détresse et pour lutter contre elle que le Comité d'action d'Olten emmené par Robert Grimm mena ses premières actions en 1918.

C'est également le contexte européen qui permet d'expliquer l'attitude extrêmement

du gouvernement fédéral et de l'état-major militaire suisse dans la répression de la grève. Tant la révolution russe de 1917 que la révolution allemande de 1918 ont montré les dangers du socialisme pour les élites bourgeoises. Dans ce fracas et ce désordre mondial, un des modes d'organisation de ces révolutions est la création de conseils d'ouvriers et de soldats, qui jouent un rôle important à l'automne 1918. Bien que le Comité d'action d'Olten refuse la mise en place d'une structure sous forme de conseils, cette perspective de désordre faisait craindre le pire à la bourgeoisie.

La fin de la Grande Guerre et les situations révolutionnaires en Allemagne et en Autriche encouragent le Comité d'Olten à lancer un appel à la grève générale autour de neuf revendications principales. Près d'un quart de la population salariée suisse suit le mouvement de grève et bloque le pays et son appareil productif du 12 au 14 novembre 1918.

Retour sur ces éléments qui ont structuré l'agenda politique suisse du XX^e siècle.

La grève générale dans le contexte international

La grève générale a été la plus grave des confrontations politiques internes à la Suisse depuis la guerre du Sonderbund de 1847. Or, comme la guerre du Sonderbund annonça les grandes révolutions européennes de 1848, la grève générale faisait partie d'un mouvement de grèves et de protestations à l'encontre de la guerre et de ses conséquences économiques et sociales, mouvement devenu mondial au plus tard avec la révolution russe de février/mars 1917.



DOSSIER Les grèves de novembre 1918 en Suisse éclatèrent quasiment le jour même de la fin de la Première Guerre mondiale et, dans deux pays voisins de la Suisse, on assista à la chute de deux régimes monarchiques, après la fin du tsarisme en Russie. Les grévistes et leurs opposant·e·s étaient parfaitement conscient·e·s de ce contexte international.

Le « Comité d'Olten »

Le 4 février 1918, une conférence réunissant à Olten la direction du parti et de l'Union

syndicale décida de constituer un comité commun, qui a rapidement été désigné sous l'appellation de « Comité d'action d'Olten ». Le mois suivant, Robert Grimm rédigea un document d'orientation stratégique pour le comité. Grimm y conseilla d'utiliser, comme dernier moyen de pression dans le cadre des négociations avec le Conseil fédéral, la menace d'une grève générale limitée dans le temps. À deux reprises – lors de la lutte contre une hausse du prix du lait en avril 1918 et pour une prime supplémentaire de compensa-

tion du renchérissement pour le personnel de la Confédération – le Comité obtint des succès partiels significatifs dans ses efforts pour améliorer la situation de détresse de larges couches de la population active, liée à la guerre qui ravageait l'Europe.

Contrairement à la menace d'une grève générale limitée dans le temps, Grimm conseilla dans son document stratégique au Comité d'action de renoncer, à tout le moins temporairement, à une grève générale illimitée. Ce sont des réflexions liées au contexte international qui le conduisirent à cette conclusion. Grimm pensait en effet qu'une grève illimitée comportait le risque d'une escalade pouvant mener à la guerre civile. Or, « aussi longtemps qu'un fort mouvement révolutionnaire ne se fera pas remarquer dans les pays environnants, comme par exemple à l'époque de la guerre du *Sonderbund*, [...] une intervention de l'étranger ne serait pas exclue ».

Toutefois, ce risque pouvait dans une certaine mesure être utilisé : « Le succès d'une grève à délai indéterminé comme moyen de pression et de menace dépend aussi de l'intérêt de la bourgeoisie à maintenir l'État. Cet intérêt [...] peut être employé par la classe ouvrière en menant son action selon un plan bien compris et obliger ainsi la bourgeoisie à faire des concessions au prolétariat pour éviter l'intervention étrangère ».

L'escalade

De nombreux arguments plaident pour dire que le Comité d'action d'Olten voulait justement utiliser cette influence du contexte international changeant sur les rapports de force en politique intérieure, lorsqu'en 1918, l'attitude du camp bourgeois conduisit à l'escalade : le 6 novembre 1918, le Conseil fédéral décida d'occuper militairement Zurich et Berne. Cette décision fut vaguement motivée par un risque de plans d'insurrection

« bolcheviques ». Une enquête du Ministère public fédéral, qui était censée livrer *a posteriori* des preuves de cette affirmation, fut discrètement classée sans suite en février 1920, par manque de résultats probants.

Le Comité d'action d'Olten, surpris par la mobilisation de la troupe, décida d'appeler à une grève de protestation de 24 heures pour le samedi 9 novembre 1918, contre la mobilisation de la troupe. Cette grève de protestation – elle eut lieu le même jour que la révolution de novembre à Berlin, qui vit la chute du Kaiser – ayant été bien suivie, l'Union ouvrière de Zurich décida de prolonger la grève de manière locale, contre les directives du Comité d'action d'Olten.

Déclenchement de la grève

Après l'échec des négociations avec le Conseil fédéral et la dispersion violente d'une manifestation à Zurich, une séance commune réunissant le Comité d'action d'Olten, la direction de l'Union syndicale, du parti et du groupe parlementaire décida, dans la nuit du 10 au 11 novembre 1918, de déclencher une grève générale nationale. La grève commença à minuit dans la nuit du 11 au 12 novembre 1918. Contrairement à la grève de protestation, l'appel à la grève générale ne contenait aucun délai de reprise du travail. Dans un passage central de l'appel à une grève générale, la défiance à l'égard du Conseil fédéral était exprimée avec un renvoi à la situation internationale changeante :

« À une époque où [...] à l'étranger [...] les couronnes roulent dans la poussière [...], le Conseil fédéral de la "plus vieille démocratie de l'Europe" s'empresse [...] de proclamer l'état de siège et de dominer le peuple au moyen des baïonnettes et des mitrailleuses. Un tel gouvernement prouve qu'il est incapable de suffire à cette période historique et à ses besoins. [...] Nous demandons la réforme immédiate du gouvernement actuel du pays, conformément à la volonté présente du peuple ». Ce nouveau gouvernement était appelé à réaliser le programme minimal bien

connu (*voir en page 12*). Le Comité n'estimait pas qu'une lutte frontale pour l'entier du pouvoir serait couronnée de succès. Il estimait toutefois que la nouvelle situation – révolution en Allemagne et en Autriche, fin de la Guerre mondiale le 11 novembre 1918 – lui permettait d'exercer une pression plus importante.

Bien que l'appel à la grève fût suivi de manière importante – près d'un quart de la population salariée suisse cessa alors le travail –, il s'avéra rapidement que le risque d'une escalade sanglante était important et que le camp des travailleuses et travailleurs ne pourrait pas l'emporter, vu l'attitude hostile de la troupe dont les bataillons provenaient majoritairement de régions paysannes et catholiques. Ainsi, le Comité en appela à la fin de la grève dès le 14 novembre 1918.

Contenir les « bolcheviques »

Le contraste entre la démonstration de pouvoir militaire du Conseil fédéral et les soulèvements démocratiques dans les pays voisins du Nord et de l'Est, mise en évidence dans l'appel à la grève générale, s'explique par le fait que les tendances contre-révolutionnaires avaient aussi un caractère international. Le combat défensif contre les revendications ouvrières offrit même un fondement idéologique commun à la droite, qui put ainsi se retrouver au-delà des fronts ouverts par la Guerre. C'était aussi le cas parmi leur sympathisant·e·s en Suisse. D'une part, la tête de l'armée, le Général Wille et le Chef d'état-major Sprecher, convainquit le Conseil fédéral de mobiliser la troupe. Les sympathies des deux militaires pour les monarchies allemande et austro-hongroise, entre-temps disparues, étaient un secret de polichinelle. D'autre part, les diplomates des puissances occidentales exerçaient une pression considérable pour contenir toute « agitation bolchevique » en Suisse. Celle-ci conduisit le Conseil fédéral à expulser la mission soviétique. Le climat fut encore échauffé par la diffusion ciblée de rumeurs et de fausses informations.

L'homme de lettres franco-russe Serge Persky joua un rôle important dans ce contexte, car non seulement il publia à plusieurs reprises ce qu'il présentait comme des « preuves » de plans d'attaques terroristes et d'insurrection « bolcheviques » dans la *Gazette de Lausanne*, mais il était aussi par intermittence un proche collaborateur du Président du Conseil français Georges Clémenceau.

Cette propagande de l'Entente (France, Angleterre et Russie tsariste) eut d'ailleurs un écho plus important dans les parties francophone et italophone du pays. Le contexte international explique ainsi en grande partie pourquoi la grève générale ne fut pas suivie de la même manière dans les différentes régions linguistiques. Ernest-Paul Graber, conseiller national du Parti socialiste et rédacteur à *La Sentinelle* de La Chaux-de-Fonds, déclara à ce sujet dans une prise de parole lors du 2^e Congrès ouvrier général des 22 et 23 décembre 1918 :

« Vous Suisses allemands, vous subissiez, au moment surtout de la grève générale, l'influence et les effets des révolutions allemande et autrichienne, tandis que nous, Suisses romands, nous subissions malheureusement dans la bourgeoisie le contrecoup de la victoire de l'Entente ».

La peur de la bourgeoisie

Comme Adolf Surmthal, un socialiste autrichien, l'écrivit en 1927 dans la seule analyse étrangère relativement détaillée de la grève générale datant de l'époque des faits, la violente confrontation interne de novembre 1918 s'explique justement par le contexte international : « Tout ce qui devait, au sein de la classe ouvrière, renforcer l'impression qu'il fallait suivre l'exemple des frères en Allemagne, en Russie et en Autriche devait justement renforcer la bourgeoisie dans sa conviction que [...] tout pas en direction des grévistes [...] serait interprété comme un signe de faiblesse. Ce fut en réalité la peur qui poussa la bourgeoisie à faire preuve de fermeté ».

Adrian Zimmermann

(trad. : AT)

La Suisse en grève

DOSSIER En octobre 1917, le Conseil fédéral publie une ordonnance astreignant les hommes entre 14 et 60 ans à un service civil obligatoire d'un mois passé à la campagne à travailler aux champs. Ce projet poursuit deux objectifs. Tout d'abord, cela permet au gouvernement de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché – les astreints touchent un salaire de 1.80 fr., l'équivalent pour l'époque d'une livre de pain – et docile – la loi militaire est de vigueur – pour assurer le ravitaillement et soutenir les milieux paysans.

Cependant, l'opération est loin de se limiter à sa dimension matérielle. Elle a également une dimension idéologique et vise à inculquer les valeurs paysannes « traditionnelles » à des populations urbaines de plus en plus nombreuses et indisciplinées.

Le renforcement du mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier se donne les moyens de fournir une réponse coordonnée à cette mesure qu'il juge inacceptable. C'est

ainsi qu'est créé en février 1918 le comité d'Olten, un groupe de coordination entre les différentes organisations syndicales et politiques. C'est lui qui mène le combat – victorieux – contre le nouveau service civil et qui adresse ses revendications au Conseil fédéral, brandissant la menace de la grève générale.

Il peut s'appuyer sur un impressionnant renforcement numérique des organisations ouvrières provoqué par la dégradation des conditions de vie. L'Union syndicale suisse (USS), par exemple, voit ses membres passer de 90'000 à 177'000 entre 1914 et 1918, et ceci malgré une chute importante à 65'000 membres en 1915, provoquée par le départ des travailleuses·eurs étrangères·ers au début du conflit.

Le ralliement des classes moyennes

La misère – et avec elle la colère – s'étend progressivement à des couches de plus en plus larges de la population. Le 30 septembre 1918, ce qui aurait été impensable quelques années auparavant arrive : les employé·e·s de banque zurichois·es se mettent en grève, soutenu·e·s par l'Union ouvrière locale. La situation semble se détendre lorsque des négociations fructueuses sont menées entre le Conseil d'État zurichois et les grévistes.

Mais, le 9 novembre, c'est la consternation parmi les organisations ouvrières. Contre l'avis du gouvernement cantonal, le Conseil fédéral décide de faire occuper Zurich militairement. Il cherche, clairement, le rapport de force. Pourquoi? La

démobilisation est proche, les empires centraux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont perdu la guerre et s'effondrent; la Russie fête le premier anniversaire de sa Révolution.

Le gouvernement et l'armée suisses semblent vouloir faire comprendre à un prolétariat suisse pourtant modéré que les troubles révolutionnaires internationaux s'arrêteront à la frontière.

L'épreuve de force

Le comité d'Olten décrète d'abord une grève de protestation, fortement suivie puis une grève générale dès le 12 novembre. Une liste de revendications en neuf points est dressée. Celle-ci se concentre sur des réformes et ne vise en rien le fondement des institutions suisses; un programme, somme toute, strictement réformiste.

La réponse du gouvernement n'en est pas moins cinglante. Barricadé dans un hôtel bernois et ayant fait occuper le Palais fédéral, il refuse toute négociation et menace : soit le mouvement prend fin, soit la troupe s'occupe de restaurer l'ordre.

Après trois jours et la participation de 250'000 grévistes, le comité d'Olten appelle à la reprise du travail sans avoir rien obtenu. « C'est à pleurer, jamais une grève ne s'est effondrée si honteusement » déplore dans le *Volksrecht* Ernst Nobs – qui sera, en 1943, le premier conseiller fédéral socialiste.

Julien Wicki
(Article original paru dans
L'événement syndical)

Les neuf revendications de la grève générale

Le 10 novembre, le comité d'Olten diffuse largement un long tract appelant à la grève générale reproductible dès le lundi 11 à minuit. Voici les neuf revendications qui y figurent :

1. Renouvellement immédiat du Conseil national selon le système de la représentation proportionnelle.
2. Introduction du droit de vote et d'éligibilité pour les femmes.
3. Introduction de l'obligation de travailler pour tous.
4. Introduction de la semaine de 48 heures dans toutes les entreprises publiques et privées.
5. Réorganisation de l'armée en une armée populaire.
6. Garantie du ravitaillement en accord avec les producteurs paysans.
7. Mise en place d'une assurance vieillesse et invalidité.
8. Monopole de l'État sur les importations et les exportations.
9. Paiement des dettes publiques par les possédants.

« Il n'y a pas eu de grève, et elle a été organisée de l'étranger... »

DOSSIER On sait que les travaux historiques sur la Grève générale de 1918 sont trop rares en Suisse. Ce centenaire et les publications qui vont l'accompagner commencent à peine à combler cette lacune, surtout notable dans les travaux en langue française. Si la situation est insatisfaisante dans les travaux spécialisés, elle a longtemps été proprement catastrophique dans les ouvrages d'histoire suisse destinés au « grand public ». La situation commence enfin à changer.

Pendant longtemps, les auteur·e·s les moins malveillant·e·s à son égard ont présenté la grève comme une sorte d'accident de parcours au sortir de la Première Guerre mondiale, les autorités n'ayant pas su anticiper les problèmes rencontrés par la population suite aux difficultés d'approvisionnement. C'est le cas par exemple dans la fameuse *Histoire de la Suisse* de William Martin, publiée en 1926. On y trouve un autre thème, qui va connaître une grande fortune : la division géographique de la Suisse. « Le pays fut sauvé par l'énergie de la Suisse romande, pour laquelle la guerre avait eu un sens précis, et qui n'entendait pas laisser confisquer la victoire par la révolution ».

Responsabilités étrangères

Dans des ouvrages qui transpirent la haine du socialisme sous toutes ses formes, la grève n'est imputée qu'à l'influence étrangère exercée sur le Parti socialiste et les syndicats, et en tout premier lieu celle des Russes qui ont résidé en Suisse pendant la guerre. C'est l'interprétation que l'on trouve dans l'inusable manuel d'histoire générale de Georges-André Chevallaz, dont la première édition date de 1974 mais qui était encore utilisé dans les écoles dans les années 1990. En trois paragraphes, la question est réglée : « le Conseil fédéral ne pouvait accepter les conditions d'un comité de grève. Il leva des troupes, maintint l'ordre... »

Dans son épouvantable « Que sais-je? » sur l'*Histoire de la*

Suisse de 1995, Jean-Jacques Bouquet reprend cette antienne de l'opportune « fermeté » du Conseil fédéral, sans rien comprendre de l'importance de la grève pour l'histoire de l'entre-deux-guerres.

Si l'on remonte un peu plus haut, on trouve déjà cette position défendue dans *La démocratie et la Suisse* du réactionnaire catholique Gonzague de Reynold, pour qui, durant la Première Guerre mondiale, « la Suisse devint l'observatoire central du bolchevisme ». C'est cette influence qui selon lui explique la grève, « qui échoua tout juste, grâce à l'énergie de l'état-major, des Romands, des paysans et des catholiques ».

Dans son *Histoire d'un peuple heureux* parue en 1965, Denis de Rougemont se paie le luxe d'exécuter en une note de bas de page la Grève générale, « fomentée par l'extrême gauche », mais fort heureusement « sans lendemain ».

Le manuel d'*Histoire de la Suisse* paru aux éditions Fragnière en 1984 accomplit un autre exploit, celui de parler de la Grève générale dans la même section que les paragraphes consacrés aux mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres. Le contraste y est fait entre un Comité d'Olten agressif et les sages négociateurs de la Paix du Travail de 1937.

On trouve encore dans l'*Histoire suisse* de Grégoire Nappay parue en 2007, qui doit sans doute sa célébrité aux illustrations de Mix & Remix, une présentation étrangement faussée de la Grève générale, à laquelle il consacre une page. Le lien avec la présence de Lénine à la conférence de Zimmerwald est établi, sans aucune contextualisation, mais plus généralement, l'auteur s'abstient de donner un sens politique à la grève, à ses motivations comme à ses conséquences.

Une nouvelle histoire

Il faudra donc attendre la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses* des années 1980 pour avoir enfin, sous la plume de Hans Ulrich Jost, une présentation de la Grève générale qui permette

d'en comprendre les enjeux et la place dans l'histoire suisse. Plus récemment, une telle approche sera reprise par François Walter dans le quatrième volume de son *Histoire de la Suisse* (2010). Enfin, il faut évidemment signaler l'excellent *Tell Me* de Dominique Dirlwanger qui, formé à bonne école, consacre une section entière à la grève de 1918.

À l'exception de ces derniers titres, les ouvrages dont nous avons parlé refusent de reconnaître la réalité et la profondeur des conflits dans l'histoire suisse. Ceux-ci sont soit fomentés de l'étranger, soit provoqués par l'inattention ou les maladresses du pouvoir. Que l'histoire suisse puisse être politique, au sens le plus plein du terme, leur semble inconcevable. Il reste à espérer que le centenaire de la Grève générale égratigne cette vision irénique et rappelle que la Suisse et les entités qui l'ont précédée ont été un espace de conflits permanents et extrêmement virulents.

Antoine Chollet

Les livres

- William Martin, *Histoire de la Suisse, essai sur la formation d'une confédération d'États* [1926], Lausanne, Payot, 1980.
- Gonzague de Reynold, *La démocratie et la Suisse, essai d'une philosophie de notre histoire nationale*, 3^e édition, Bienne, Les éditions du chandelier, 1934.
- Denis de Rougemont, *La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux* [1965], Lausanne, L'Âge d'Homme, 2002.
- Georges-André Chevallaz, *Histoire générale de 1789 à 1918* [1974], Lausanne, Payot, 1994.
- Jean-Pierre Dorand, Daniel Stevan, Jean-Claude Vial, François Walter, *Histoire de la Suisse*, Fribourg, Éditions Fragnière, 1984.
- Collectif, *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, 2^e édition, Lausanne, Payot, 1986.
- Jean-Jacques Bouquet, *Histoire de la Suisse*, Paris, PUF, 1995.
- Grégoire Nappay, Mix & Remix, *Histoire suisse*, Le Mont-sur-Lausanne, LEP, 2007.
- François Walter, *Histoire de la Suisse, la création de la Suisse moderne (1830-1930)*, Neuchâtel, Alphil, 2010.
- Dominique Dirlwanger, *Tell Me, la Suisse racontée autrement*, Lausanne, Éditions ISS-UNIL, 2010.

Allemagne, Autriche : l'écho de 1917 et les révolutions de 1918-1919

La plupart des militant·e·s organisé·e·s en Europe dans ce que l'on désigne alors comme « le mouvement ouvrier » mise avant tout sur un changement social et politique en Allemagne. Les bolcheviks en 1917 ne pensent pas autre chose : la révolution russe ne peut réussir, à terme, que si elle lie son destin à la révolution à venir dans les grands pays capitalistes d'Europe de l'Ouest.

DOSSIER En Allemagne existe alors le premier parti ouvrier du monde, avec des syndicats encore plus puissants qui lui étaient liés : le Parti social-démocrate allemand (SPD). Un autre grand parti « frère », le Parti social-démocrate autrichien s'est développé dans l'Empire austro-hongrois depuis les années 1880. Proche par bien des aspects, il doit faire face à des problématiques spécifiques, liées notamment à la présence de multiples nationalités.

Contestations de la guerre

En 1900, beaucoup pensent que le socialisme est à portée de main. Le déclenchement de la guerre ébranle cette conviction. En août 1914, le SPD approuve à l'unanimité le vote des crédits de guerre. L'anti-militarisme, très présent dans la rhétorique socialiste, a progressivement laissé la place à l'idée de défendre son pays en cas d'agression, autorisant ce renversement de perspective.

La guerre, qui devait être courte, va progressivement déclencher des réactions d'hostilité dans le camp social-démocrate. Plus la guerre va durer, plus les batailles meurtrières s'enchaîner, plus les sociaux-démocrates vont être nombreux à contester la fièvre nationaliste qui s'était emparée de ces partis à l'été 1914.

Le premier symbole de cette opposition est Karl Liebknecht, député du SPD, qui avait mené un combat antimilitariste implacable durant les premières années du XX^e siècle. En août, il vote comme tous les autres députés les crédits de guerre

par discipline de parti, mais en décembre, lors du renouvellement des crédits, il s'y oppose seul au Reichstag. Ce début de scission du mouvement ouvrier ne devait ensuite que s'approfondir. En Autriche s'observe un processus similaire. Autour du cercle « Karl Marx », qui regroupe des personnalités alors célèbres comme Friedrich Adler ou la militante féministe Therese Schlesinger, les opposant·e·s à la guerre commencent à donner de la voix au risque des persécutions gouvernementales.

1917, le tournant

Le tournant de la guerre a lieu en 1917. En avril, une scission a lieu en Allemagne pour la première fois depuis l'unification du mouvement ouvrier en 1875 : les opposant·e·s à la guerre se retrouvent dans un « Parti social-démocrate indépendant » (USPD) regroupant des personnalités diverses, pas toutes membres de l'aile gauche du parti (Eduard Bernstein, chef de file des réformistes, en est membre par exemple). Dans ce nouveau parti, l'aile gauche révolutionnaire est incarnée par le « groupe Spartakus ». En Autriche en revanche, malgré des contestations, le mouvement ouvrier reste unifié.

La révolution russe accélère la recomposition politique dans un contexte de débâcle militaire. L'année est marquée en Allemagne et en Autriche par des grèves d'ampleur. La révolution bolchévique marque avant tout la sortie de la guerre. Le « décret sur la paix » de Lé-

nine provoque de vives réactions d'hostilités en France : la Russie « lâche » son allié. La jeune Russie soviétique, au prix de concessions territoriales importantes, choisit au début de l'année 1918 de sortir de la guerre en négociant avec l'état-major allemand. Malgré ses immenses difficultés, l'émergence de ce premier régime soviétique, officiellement fondé sur le pouvoir des travailleuses-eurs, suscite de grands espoirs parmi les plus révolutionnaires des socialistes.

Pendant ce temps, l'Allemagne et ses alliés perdent du terrain. À l'automne 1918, le sort des Empires défaits est scellé. En Allemagne comme en Autriche sont proclamées des Républiques dans un contexte de forte conflictualité sociale. Partie des marins de Kiel, la révolution allemande s'étend bientôt à tout le pays. Les vieilles dynasties des Hohenzollern et des Habsbourg, réputées indéboulonnables encore quelques années plus tôt, quittent la scène.

Quelle République ?

C'est là que va se jouer une étape décisive de l'histoire allemande. Le 9 novembre 1918, deux jours avant l'armistice, ce sont deux républiques concurrentes qui sont proclamées à Berlin : l'une l'est par Karl Liebknecht, qui prône une « république socialiste » inspirée du modèle soviétique, l'autre par Philipp Scheidemann, social-démocrate souhaitant avant tout défendre une démocratie parlementaire proche du système français de l'époque. Le SPD accepte alors d'être membre d'une coalition large de forces politiques (jusqu'aux conservateurs) avec comme base minimale l'acceptation de la République.

Entre ces deux perspectives existe un gouffre important. Autour de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg se conso-

lide le groupe Spartakus qui, avec d'autres petits groupes révolutionnaires, fonde le Parti communiste allemand (KPD) le 31 décembre 1918 et le 1^{er} janvier 1919. Ce KPD répond à l'appel à des bolcheviks incitant désormais toutes les militant·e·s solidaires de la révolution russe à fonder des partis communistes et à abandonner l'intitulé « social-démocrate ».

En Autriche, le Parti communiste est fondé au début du mois de novembre, avant même la proclamation de la République. Il est de ce fait un des premiers partis communistes du monde, mais il souffre dès le départ d'une faible implantation, la plupart des opposant·e·s à la guerre et l'écrasante majorité des militant·e·s ayant choisi de rester dans le Parti social-démocrate.

Le problème des conseils ouvriers

Dans les deux pays se sont développés des conseils ouvriers, les célèbres *Soviets* en Russie que l'on désigne comme *Räte* en allemand. En Russie, en période de décomposition des structures étatiques traditionnelles, les soviets ont tout à la fois été des instruments de contrôle ouvrier pour remplacer le pouvoir patronal, des structures de quartier assurant des tâches liées à la vie quotidienne, des structures militaires et/ou politiques souhaitant renverser l'ordre établi et les hiérarchies traditionnelles.

Dans les pays germaniques, si certaines similarités peuvent être observées, les conseils ne jouent pas (et ne pouvaient probablement jouer) le même rôle. En Russie, les gros bastions syndicaux tenus par la social-démocratie n'existaient pas. L'exemple autrichien est éloquent sur ce point, une grande partie des ouvrières·ers politisé·e·s demeurait dans l'orbite du Parti social-démocrate et de ses syndicats et souhaitait atteindre les objectifs socialistes par la voie graduelle (par l'intermédiaire d'une démocratie parlementaire « bourgeoise »). En Russie, la décomposition de l'État, la situation terrifiante du pays, la vie quotidienne accablante et l'absence d'un grand parti social-démocrate ont entraîné une

radicalisation politique sans commune mesure avec ce qui se passe en Allemagne. Certes, la situation y est aussi très difficile mais l'aspiration à tout renverser y était moins forte, du fait – d'autres facteurs entrent en jeu mais celui-ci nous paraît décisif – de l'influence persistante de la social-démocratie allemande, au fond attachée à défendre l'État allemand, tendance existante avant 1914 et considérablement renforcée par le ralliement du parti à la guerre.

Ainsi, en décembre 1918, lors du congrès des conseils ouvriers en Allemagne, ces derniers votent à la majorité que le destin de l'Allemagne devra être décidé par une nouvelle assemblée élue au suffrage universel, une assemblée constituante soumise au vote de tous (et désormais de toutes, le suffrage féminin étant désormais acquis en Allemagne comme en Autriche). Le congrès abandonne donc le système des conseils ouvriers et le modèle de démocratie directe qui, dans la pratique, n'ont pas réussi à convaincre.

Face à cela, la déception est grande pour les communistes allemands qui y voient, non sans raison mais sous-estimant probablement d'autres ancrages historiques plus profonds, la main de la direction du Parti social-démocrate ne souhaitant en aucun cas de nouveaux troubles révolutionnaires. Le même processus a lieu dans la nouvelle Autriche, où les communistes ont alors une influence très marginale.

Fin tragique de la révolution

En Allemagne, le KPD se déchire sur l'attitude à adopter au début de l'année 1919. Faut-il quand même faire la révolution malgré ce revers ? Faut-il participer à l'élection de l'assemblée constituante ? Sur ces points les deux figures emblématiques du mouvement divergent : Liebknecht souhaite en découdre alors que Luxemburg pense qu'il faut participer aux élections sans se faire d'illusions et éviter toute perspective révolutionnaire précipitée.

Dans le cadre de nouveaux troubles à Berlin, Liebknecht prône l'insurrection à laquelle Rosa Luxemburg se rallie par

discipline. Mi-janvier 1919, la révolution spartakiste est matée dans le sang, sans ménagements, par les militaires revanchards ayant perdu la guerre, avec l'appui de la social-démocratie allemande, sous la houlette de Friedrich Ebert qui craint par-dessus tout une contagion bolchévique en Allemagne. Liebknecht et Luxemburg sont sauvagement assassiné·e·s : la rupture entre sociaux-démocrates et communistes est désormais définitive.

Quelques jours plus tard l'Assemblée constituante entérine le nouveau rapport de force. Friedrich Ebert devient le premier président de la République de Weimar. La révolution allemande est close : née de la décomposition de l'Empire et de l'écho de la révolution russe, elle s'achève sur une division qui devait se révéler mortifère une décennie plus tard, au moment de l'ascension des nazis. La nouvelle République est anti-bolchevik et anticommuniste, mais pas antisociale : instauration du suffrage féminin, journée de 8 heures, ainsi que d'autres mesures favorables aux travailleuses·eurs.

Révolutions avortées, ces expériences ont aussi été porteuses d'espoirs et de projets sur le long terme qui ont ancré, malgré les tragédies des années 1930-1940, une longue tradition de réflexion sur le devenir des mouvements ouvriers en Europe occidentale.

*Jean-Numa Ducange
Historien, Université de Rouen*

Une première version de cet article est parue dans les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale, n° 130 (adaptation : AC).

De la révolution d'octobre à la scission du mouvement ouvrier international

La césure historique dans l'histoire mondiale qu'a représentée la révolution d'octobre a eu des répercussions importantes sur le mouvement ouvrier international.

DOSSIER À peine quelques semaines après la prise de pouvoir par le conseil bolchévique des commissaires du peuple eut lieu l'élection d'une assemblée nationale constituante de la Russie, convoquée par le gouvernement précédent. Les partis socialistes obtinrent à cette occasion environ 90 % des voix, mais seul un quart des mandats allèrent aux bolcheviques de Lénine.

Le conseil des commissaires du peuple décida de dissoudre ce parlement librement élu, sans doute l'un des plus à gauche de l'histoire mondiale, dès le 6 janvier 1918, lors de son deuxième jour de session. De l'avis de Trotski, c'est ainsi que « la lutte des classes s'est affranchie du cadre formel de la démocratie [...] par une dynamique venant de l'intérieur ». Au lieu de cela, le Congrès des conseils des ouvriers, soldats et paysans, dominé par les bolcheviques, siégea à la mi-janvier 1918. Ces événements provoquèrent des réactions controversées au sein des partis ouvriers occidentaux.

La paix de Brest-Litovsk

Début mars 1918, la Russie soviétique conclut le traité de paix de Brest-Litovsk avec les puissances centrales qui, occasionnant une perte de territoires, mit pour elle un terme à la Première Guerre mondiale.

C'est alors qu'éclata la guerre civile. Un contre-gouvernement socialiste ne put se maintenir que quelques mois à Samara. Au sein des forces « blanches » qui se formaient se réunissaient les antibolcheviques, allant politiquement des socialistes modérés et des démocrates bourgeois jusqu'aux monarchistes et nationalistes extrémistes. Dès l'été 1918, ils obtinrent un soutien par l'intervention militaire de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis et du

Japon, qui engagèrent au total environ 100'000 hommes et livrèrent du matériel en masse. Au printemps 1919, la Pologne entra aussi en guerre contre la Russie soviétique. La guerre civile russe et les conflits liés à la périphérie de l'ancien empire des Tsars durèrent jusqu'en 1922 et provoquèrent des millions de morts dans les combats, les terreurs « rouge » et « blanche » et la famine qui s'ensuivit.

La guerre civile accéléra aussi le démantèlement des structures démocratiques au sein de l'État soviétique. En juillet 1918, le cinquième Congrès des conseils – auquel des députés de différentes tendances de la gauche socialiste participèrent encore aux côtés des bolcheviques, mais dont étaient exclues les forces socialistes modérées – adopta une Constitution fédérative des conseils. Une tentative d'insurrection des révolutionnaires sociaux de gauche pendant le Congrès accéléra la tendance à la dictature du parti. Rosa Luxemburg critiqua ce processus dès l'automne 1918 avec sa phrase souvent citée sur la « liberté de ceux qui pensent autrement ». Les commissions envoyées par la centrale supprimèrent de plus en plus l'autonomie des conseils locaux.

Dès le printemps 1918, l'autogestion ouvrière au sein des entreprises, qui avait été introduite après la révolution d'octobre, fut remplacée par le dirigisme centralisateur. En même temps, la répression des partis non bolcheviques s'intensifia et leurs dernières organisations furent dissoutes en 1922. Les mouvements des conseils anarchistes, paysans et de bolcheviques oppositionnels furent détruits par l'Armée rouge.

Les bolcheviques étaient convaincus que l'État russe révolutionnaire ne pourrait

survivre que si des révolutions éclataient rapidement en Europe occidentale et centrale. Ils lancèrent donc dès le début de l'année 1918 une propagande intensive à l'étranger. Ils n'y brocardaient pas seulement le capitalisme, l'impérialisme et la Guerre mondiale, mais polémiquaient aussi contre les « patriotes sociaux » et les « centristes » au sein des partis ouvriers.

Cette propagande révolutionnaire renforça au sein des élites politiques et sociales la « Red Scare », la crainte de désordres à l'Ouest également. Les théories du complot décrivaient tout mouvement social comme étant provoqué par des agents « juifs » issus de la Russie soviétique et étaient utilisées pour discréditer l'ensemble du mouvement ouvrier – ce fut notamment le cas en Suisse au sujet de la grève générale.

Les conseils ouvriers

Même avant la prise de pouvoir des bolcheviques, les événements en Russie eurent un écho important au sein du mouvement ouvrier international. Après la révolution de février 1917, qui mit un terme au gouvernement des Tsars, des mouvements de conseils ouvriers virent le jour hors de Russie, dans environ 30 pays d'Europe, d'Asie, et d'Amérique du Nord et latine. Les conseils d'ouvriers et de soldats jouèrent un rôle important à l'automne 1918 lors des révolutions en Allemagne et en Autriche-Hongrie.

Ces conseils étaient à l'origine dominés par des forces socialistes modérées. Toutefois, en raison de la crainte de développements semblables à ceux de Russie, les directions du Parti social-démocrate (SPD) et des syndicats préférèrent passer des alliances partielles avec les anciennes élites plutôt que d'exploiter le potentiel des conseils afin de démocratiser plus encore l'État et la société. Pour cette raison, les divisions

déjà existantes au sein du mouvement ouvrier allemand s'élargirent massivement. Certains conseils ouvriers tombèrent sous l'influence de la gauche radicale, tandis que le SPD fonda la République de Weimar avec les partis bourgeois centristes, laquelle fut immédiatement la cible des forces de la droite et de la gauche radicale. Cependant, des conseils ouvriers virent aussi le jour au sein des puissances victorieuses comme la Grande-Bretagne, l'Italie ou les États-Unis, ou encore dans des États neutres comme la Suède et la Norvège. En Suisse, des groupes de la gauche radicale réclamaient la mise en place d'une structure sous forme de conseils depuis l'été 1917. Toutefois, ces demandes furent sèchement refusées tant par le Comité d'action d'Olten que par le Congrès de la FTMH en décembre 1918.

Quelle internationale ?

Avec la fin de la guerre se posa la question de la reconstruction de la Deuxième Internationale, qui avait été avant 1914 un groupement imposant de partis socialistes mais qui s'était effondrée dans l'euphorie nationaliste lors des déclarations de guerre. Une conférence qui se tint à Berne en février 1919 repoussa la refondation pour laisser ouverte la possibilité d'un retour des bolcheviques sous un toit commun. Cependant, quelques jours plus tard, Lénine convoqua le congrès de fondation de la Troisième Internationale.

Au printemps 1919 furent fondées des éphémères Républiques des conseils en Hongrie et en Bavière. Leur fondation ne fut alors pas dirigée par Moscou mais résultait d'un développement interne. De nombreuses parties du mouvement ouvrier étaient de plus en plus désillusionnées par le bolchevisme, mais l'intervention militaire contre la Russie soviétique et la Hongrie des conseils suscita l'indignation. Des organisations ouvrières de différents pays proclamèrent un jour de grève générale de protestation internationale contre les interventions, prévu pour le 21 juillet 1919. En Autriche, en Norvège et dans certaines parties de l'Italie, on

constata des importants arrêts de travail, et il y eut des manifestations dans les villes anglaises et allemandes. Cependant, dans l'ensemble, la « grève internationale » fut plutôt un échec.

Lors du Congrès de la Troisième Internationale de 1920, il devint manifeste que cette organisation était destinée à être un instrument des bolcheviques. Selon les « 21 conditions » de Lénine, les partis membres devaient largement abandonner leur autonomie. Cela accéléra le mouvement de scission au sein du mouvement ouvrier international. Dans la plupart des pays (notamment en Suisse), les partis ouvriers décidèrent de ne pas se rallier à la Troisième Internationale, mais y perdirent leurs ailes gauches qui mutèrent, parfois avec des groupuscules d'extrême gauche, en partis communistes. En France, les partisans de la Troisième internationale étaient majoritaires et prirent

le contrôle du parti tandis que les forces sociales-démocrates durent constituer une nouvelle organisation.

Au sein du camp communiste, une opposition se mit rapidement en place face à l'autoritarisme de Lénine. Dès 1920, il en résulta dans plusieurs pays des partis qui se réclamaient du communisme des conseils, mais qui restèrent petits et qui furent souvent éphémères. Les partis sociaux-démocrates se réunirent au sein de l'Internationale ouvrière socialiste qui, à leurs yeux, succédait à la Deuxième internationale. Cela scella définitivement la scission du mouvement ouvrier international.

Christian Koller

*Directeur des Archives sociales suisses, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Zurich
(trad. : AT)*



« Une remise en cause fondamentale des structures de domination »

Les Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier se sont associés à la revue d'histoire Traverse pour proposer un numéro bilingue consacré à la grève générale, présentant un bilan historiographique mais aussi les nouvelles orientations de la recherche. Entretien avec l'un de membres du comité de rédaction de Traverse, l'historien Pierre Eichenberger.

DOSSIER Comment les différentes interprétations de la grève générale ont-elles évolué au fil du temps ?

Le débat sur l'interprétation de la grève générale commence le jour même où elle se termine, alors que la très forte pression de l'armée contraint le Comité d'Olten à accepter de mettre fin à la grève sans avoir obtenu de véritables concessions. Dès ce moment, deux lignes d'interprétations s'opposent à gauche : la première considère la grève générale comme un échec et regrette que l'on ait « baissé les armes » sans combattre, tandis que la seconde présente les grévistes comme des « vaincus victorieux », comme le disait Robert Grimm, en mettant en avant les progrès à moyen terme des revendications politiques énoncées par le Comité d'Olten.

La droite et le patronat ont bien sûr aussi tenu un discours sur la grève générale, qui visait à placer le mouvement ouvrier sous un « éclairage louche », comme le disait l'historien Hans-Ulrich Jost, en la décrivant comme une tentative de coup d'État monté depuis Moscou. En privé, ils étaient cependant conscients que la grève générale avait été déclenchée par la détérioration des conditions sociales et le manque de possibilité d'expression politique du mouvement ouvrier.

La question qui se joue derrière ces débats est celle de savoir si la gauche politique et syndicale a son mot à dire quant à la

manière de mener l'État et d'organiser les relations de travail. La grève générale va ainsi être un moyen pour la gauche d'imposer sa participation au pouvoir.

En mettant uniquement en avant l'intégration de la gauche au pouvoir institutionnel, ne risque-t-on pas de passer sous silence les espoirs révolutionnaires d'une partie du mouvement ?

C'est vrai qu'à force d'être poussé dans les cordes par la droite nationaliste, qui prétendait que la grève générale de 1918 était un projet politique malhonnête qui visait à mettre la Suisse au service du bolchevisme russe, la gauche a eu tendance à cacher sous le tapis tout ce qui pouvait dépasser la simple revendication socio-économique. Il y avait pourtant un véritable projet politique derrière ces mouvements et, comme en Allemagne, il s'agissait d'une remise en cause fondamentale des structures de domination et des inégalités du point de vue de la propriété des moyens de production.

Il faut cependant redire que les deux premières revendications du Comité d'Olten sont des revendications politiques – l'élection à la proportionnelle et le droit de vote des femmes – qui sont conçues comme les moyens d'une prise graduelle de pouvoir sur les commandes de l'État, dans le but de changer la société.

Quelles sont les nouvelles questions posées par la recherche historique actuelle ?

Les premières recherches historiques sur la grève générale de 1918 ont été produites pour son

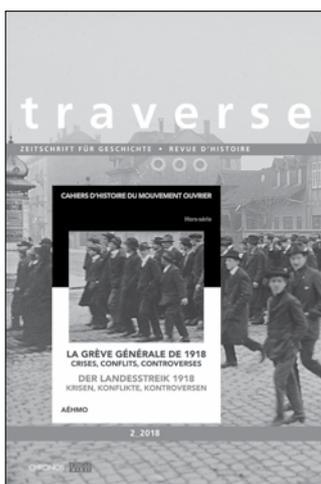
cinquantenaire, en 1968. À ce moment, l'agenda des historien-ne-s était centré sur la question de savoir si, oui ou non, la grève générale avait été une tentative révolutionnaire « à la bolchevik ». Maintenant que plus personne ne défend, à part Christophe Blocher, le mythe d'une grève organisée depuis Moscou, on peut se préoccuper d'autres questions.

Un champ de recherche intéressant s'ouvre ainsi autour de la question de la participation des femmes dans cette grève, qui a été longtemps invisibilisée. Pendant la Première Guerre mondiale, ce sont elles qui participent aux premières émeutes qui se déroulent parfois spontanément sur les marchés, lors desquelles se font par exemple des raids sur les stands de pommes de terre, ou qui organisent les premières manifestations contre la vie chère. Cette multiplication des mouvements politiques venant de la base a été très importante dans la préparation sociale du mouvement, et a rendu possible à terme l'organisation d'une grève générale nationale.

Un autre nouveau champ de l'historiographie porte sur l'aspect transnational de la grève générale, et vise à mieux situer les événements dans leur contexte européen. La grève générale est en effet déclenchée le lendemain de la signature de l'armistice, qui marque la fin de ce cataclysme qu'a été Première Guerre mondiale. À ce même moment, des révolutions font tomber les régimes impériaux allemands et austro-hongrois, des vagues de grèves gigantesques se déclenchent dans tous les bassins industriels, du nord de la France à la Grande-Bretagne en passant par Turin et Milan : la grève générale de 1918 est donc la pointe suisse de l'iceberg des contestations sociales européennes.

Propos recueillis par Gabriel Sidler

Une version longue de cet entretien peut être lue sur notre site.



Ce que 1918 a changé

Certes, le 15 novembre au matin le comité d'Olten n'a obtenu satisfaction sur aucune de ses revendications. Pourtant, ces neuf points vont fixer, en grande partie, l'agenda politique et social de la Suisse du XX^e siècle.

DOSSIER Il arrivera même que, des dizaines d'années plus tard, la simple évocation du souvenir de la grève suffise à faciliter l'introduction de telle ou telle mesure. Ce fut le cas, par exemple, pour l'AVS. Il est impossible de faire ici l'histoire de toutes ces revendications... Mentionnons tout de même certaines d'entre elles.

À mettre au crédit des effets immédiats de la grève, il y a l'introduction, dès 1919, du vote au système proportionnel pour le Conseil national au sein duquel les radicaux étaient alors surreprésentés. Effectivement, en 1919, ces derniers s'effondrent. Mais la progression de la gauche est contrebalancée par le succès des conservatrices-eurs (futur PDC) et l'entrée fracassante du PAB, qui rafle d'un coup 15 % des sièges. Toujours dans le sillage immédiat de la grève – et c'est sans doute son succès le plus clair – il y a l'instauration de la semaine de 48 heures. Mais ce succès sera très vite attaqué par la loi Schulthess, refusée par la population en 1924 grâce à un référendum victorieux mené par le mouvement ouvrier. La semaine de 48 heures sera surtout attaquée par une déferlante d'exceptions accordées aux entreprises – 75 en 1921, 787 en 1922, 1700 par année entre 1924 et 1929. Enfin, il y a d'autres revendications pour lesquelles il a fallu être plus patient·e, comme l'instauration des droits politiques pour les femmes... en 1971.

Pour la classe ouvrière

La classe ouvrière ne retire aucun bénéfice immédiat de la grève générale. Néanmoins, cet événement lui permet de s'imposer en tant qu'acteur de poids sur la scène politique et sociale suisse. Ce n'est évidemment ni la première grève, ni même la première manifestation d'existence du prolétariat suisse. Par contre, c'est l'événement qui va le mieux démontrer aux dirigeants suisses

qu'ils ne peuvent pas traiter la classe ouvrière avec indifférence, voire mépris – comme ce fut le cas pendant la Première Guerre – sans aller aux devants de conflits importants. De plus, le mouvement ouvrier, loin de renoncer à ce moyen de lutte, va au contraire y avoir fréquemment recours dans les années vingt et trente. Il faudra attendre les conventions collectives – la première est signée en 1937 – et les années de hautes conjonctures qui s'étendent entre 1950 et 1970 pour que le nombre de grèves baisse sensiblement.

Pour la bourgeoisie

La grève générale a influencé la bourgeoisie de deux manières très différentes et, en partie, contradictoires. Comme nous l'avons vu, cette grève, c'est notamment l'affirmation de la classe ouvrière suisse. Dans ce prolongement, c'est également une prise de conscience pour une part de la

bourgeoisie de la nécessité qu'il y a à mener une certaine politique sociale, ne serait-ce que pour s'assurer une adhésion minimale d'une part suffisante de la population. Toutefois, la bourgeoisie suisse va également créer de toutes pièces un mythe autour de la grève générale afin d'en faire la pierre d'achoppement de son combat anticommuniste et, par extension, contre tout le mouvement ouvrier. Avant même le déclenchement de la grève, elle dénonce publiquement la présence d'hypothétiques « agent·e·s bolcheviks » responsables des troubles sociaux des années 1917-1918. Ce faisant, elle peut occulter la cause principale de la mobilisation qu'est le profond mécontentement social. Elle va ainsi recourir régulièrement à l'épouvantail d'une grève générale pilotée par Moscou afin de jeter le discrédit sur les revendications sociales, économiques et politiques de la classe ouvrière. Elle va également s'unir plus étroitement encore – réconciliant les frères ennemis conservateurs et radicaux, intégrant la paysannerie – au sein de ce qui devient le « bloc bourgeois » et dont l'anticommunisme au sens large sera le ciment.

Julien Wicki
(Article original paru dans
L'événement syndical)



Pour une histoire populaire de la Suisse

DOSSIER L'historiographie officielle, en Suisse comme en Europe, fait comme si 1918 ne devait pas figurer dans l'histoire des révolutions.

En France, en Angleterre, aux États-Unis, 1918, c'est la victoire, c'est l'Armistice, qui justifie encore, cent ans plus tard, un jour de congé pour toutes les écolières-ers de la République. Dans ce cas, c'est Michelle Zancarini-Fournel, dans *Les luttes et les rêves*, qui défait ce récit enchanté de la démobilisation, en rappelant les grèves de 1919-1920 (voir *Pages de gauche* n° 164). Aux États-Unis, il faut ouvrir *L'histoire populaire des États-Unis* de Howard Zinn pour apprendre que la fin de la Première Guerre mondiale coïncide avec une vague de grèves, et notamment une grève générale décidée par les IWW à Seattle.

L'immense écho mondial de la révolution russe de 1917, puis celui de la révolution allemande ont puissamment marqué les années d'après-guerre. Loin d'être

ce moment de retour paisible à la normale qui aurait été désiré par les peuples européens que nous chante depuis un siècle l'histoire conservatrice – persuadée que les peuples souhaitent par-dessus tout la tranquillité –, ces années sont au contraire parmi les plus tumultueuses du siècle.

La clef d'une autre histoire

Et en Suisse? L'on attend toujours celui ou celle qui fera son *Histoire populaire*, exercice d'autant plus nécessaire que l'image que le pays a constamment cultivée sur lui-même prétend toujours qu'il n'y existe ni classes ni forces opposées. Or, dans ce conte de fées, la Grève générale de 1918 ne peut prendre place. Elle est l'un des nœuds autour desquels pourrait, et devrait, se construire une nouvelle histoire de la Suisse, fondée sur les conflits et qui permettrait de comprendre autrement les mécanismes extraordinairement élaborés visant à les éviter et qui existent à tous les niveaux dans

le pays. Ce n'est pas que le conflit n'y existe pas, c'est que son surgissement dans la réalité est véritablement menaçant.

À ce titre, la Grève générale n'est pas qu'un haut fait de l'histoire ouvrière suisse, un moment héroïque à ranger dans la chronique que l'on ressortirait à chaque anniversaire. Elle fait pleinement partie de l'histoire suisse elle-même, et elle en donne peut-être même l'une des clefs.

Lorsque l'on prend l'histoire au sérieux, c'est-à-dire quand on considère que le passé n'est pas révolu, qu'il a des effets sur le présent, alors il faut reconnaître que cette clef permet encore aujourd'hui de déchiffrer notre situation présente. La bourgeoisie suisse et toutes les forces conservatrices qui la soutiennent sont terrorisées par le conflit car elles savent – consciemment ou pas – qu'il peut très bien les renverser. En d'autres termes, elles savent que leur pouvoir repose sur un édifice beaucoup plus fragile qu'il n'y paraît à première vue.

La rédaction

Pour aller plus loin

1. Sur la grève générale en Suisse

- www.generalstreik.ch
- Marc Vuilleumier, François Kohler, Éliane Ballif, Mauro Cerutti, Bernard Chevalley, *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977.
- Hans-Ulrich Jost, « Menace et repliement, 1914-1945 », *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986, p. 683-770.
- Roman Rossfeld, Christian Koller, Brigitte Studer (dir.), *Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918*, Baden, Hier und Jetzt, 2018.
- Collectif, « La Grève générale de 1918. Crises conflits, controverses. Der Landesstreik 1918. Krisen, Konflikte, Kontroversen », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, Traverse, Revue d'histoire*, 2018.
- Collectif, *100 Jahre Landesstreik. Ursachen, Konfliktfelder, Folgen. Centenaire de la grève générale. Origines, conflits, conséquences*, Berne, USS, 2018.
- Jean-Claude Rennwald, Adrian Zimmermann (dir.), *La Grève générale de 1918 en Suisse. Histoire et répercussions*, Neuchâtel, Alphil, 2018.

2. 1918 en Europe

- Alfred Döblin, *novembre 1918, une révolution allemande*, 4 vol., Marseille, Agone, 2008-2009.
- Sebastian Haffner, *Allemagne, 1918: une révolution trahie*, Marseille, Agone, 2018.
- Chris Harman, *La révolution allemande, 1918-1923*, Paris, La Fabrique, 2015.
- Max Hölz, *Un rebelle dans la révolution. Allemagne 1918-1921*, Paris, Spartacus, 1988.
- Pier Carlo Masini, *Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin*, Paris, Nauutilus, 1983.
- Erich Mühsam, *La République des conseils de Bavière. La société libérée de l'État*, Quimperlé / Paris, La Digitale / Spartacus, 1999.
- Ernst Toller, *Une jeunesse en Allemagne*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1974.
- Kurt Tucholsky, *Moments d'angoisse chez les riches. Chroniques allemandes*, Genève, Héros-Limite, 2012.
- August Hermann Zeiz, *Les journées rouges*, La dernière goutte, 2018.

Cinéma

BlacKkKlansman : quelles alliances ?

L'histoire n'est jamais tout à fait passée dans les films des réalisatrices-eurs afro-américain-e-s. Le dernier opus de Spike Lee n'échappe pas à la règle, car bien qu'il soit tiré de faits réels datant de la fin des années 1970, il se clôt sur des images des émeutes de Charlottesville en 2017. Et si cette histoire n'est pas passée, c'est parce que le « *white supremacy* », ce fatras d'idées délirantes sur l'inégalité des races et la supériorité de la « race blanche », existe toujours aux États-Unis et y est virulent, comme on a pu le constater ces dernières années.

Montage parallèle

La scène la plus réussie du film est un extraordinaire montage parallèle entre une réunion des membres du KKK regardant *Birth of a Nation*, le film de David W. Griffith, apologie du Klan et chef-d'œuvre du cinéma américain (on considère généralement qu'il y invente précisément le montage parallèle), et une réunion de militant-e-s afro-américain-e-s venu-e-s écouter un témoin oculaire du lynchage de Jesse Washington à Waco, Texas. Le film de Griffith date de 1915, le lynchage de Washington de 1916 : concomitance non fortuite d'événements eux-mêmes parallèles, narrés côte à côte dans le film.

On assiste d'ailleurs à un nouveau court-circuit historique dans cette scène puisque le témoin en question est incarné par Harry Belafonte, lui-même une figure majeure du mouvement des droits civiques dans les années 1950 et 1960. La scène de *BlacKkKlansman*, particulièrement intelligente, se termine par la succession des membres du KKK et des militant-e-s noir-e-s scandant les un-e-s « *White Power* » et les autres « *Black Power* ». Loin d'établir une équivalence entre ces deux slogans et les mouvements qui les incarnent, le film montre au

contraire que des slogans apparemment symétriques peuvent en réalité signifier des choses radicalement opposées, tout simplement parce que celles et ceux qui en font les symboles de leur lutte occupent des places distinctes dans la société.

C'est précisément l'objet de ce montage que de contraster – et l'on peut difficilement établir une opposition plus radicale – le vieux militant noir qui a assisté terrifié au lynchage de Jesse Washington et le leader du Ku Klux Klan qui fait applaudir *Birth of a Nation* à un groupe de Blanc-he-s racistes et éméché-e-s. Spike Lee use à merveille des moyens propres du cinéma pour exprimer tout à la fois l'immense distance entre ces deux groupes et la proximité contrainte, puisque les un-e-s comme les autres sont pris dans un espace politique qui, contre leur gré mais nécessairement, les rassemble sur un même terrain.

La question des alliances

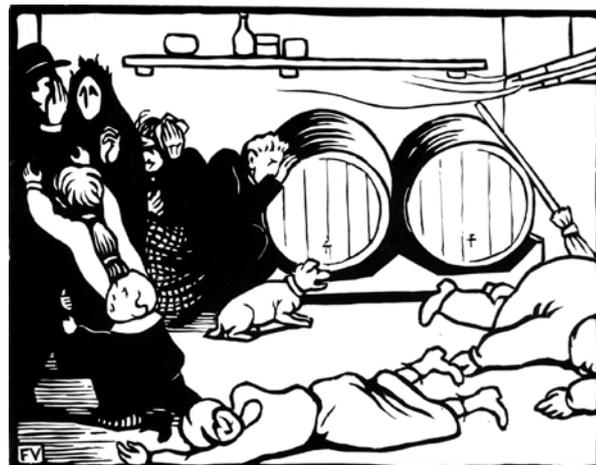
La grande question du film demeure celle des alliances politiques possibles pour la communauté afro-américaine dans son combat contre les discriminations en général et contre les suprémacistes blancs en particulier. À cet égard il n'est pas du tout indifférent par exemple que le collègue le plus proche de Ron Stallworth, le héros, celui qui se fait passer pour lui pour infiltrer en personne le KKK, soit juif. L'organisation qu'ils infiltrèrent conjointement est en effet aussi raciste qu'antisémite, et cet antisémitisme, comme le dit le policier lui-même, le ramène soudain à son identité juive à laquelle il pensait ne pas être attaché. D'autre part, les discussions entre Stallworth et la présidente des étudiant-e-s noir-e-s du campus, ainsi qu'un discours de Stokely Carmichael auquel on assiste, portent sur les mêmes questions, et notamment sur la police. On ne trouvera pas de

leçon didactique à ce sujet dans *BlacKkKlansman*, pas de solutions faciles ou de mode d'emploi pour la libération des minorités raciales, mais une série de questions qui sont, véritablement, incarnées. C'est ce que l'on peut attendre d'un vrai film politique.

Ces questions nous sont évidemment puissamment contemporaines. L'avenir des relations interraciales aux États-Unis est-il à la séparation, comme le demandaient certain-e-s activistes, ou à la coexistence ? L'avenir des Noir-e-s dépend-il des Blanc-he-s et *vice versa*, ou faut-il les penser séparément ? Dans cet ancien débat, et à un moment où une partie de l'Amérique blanche souhaiterait à nouveau faire comme si les Noir-e-s n'existaient pas, ou comme si le « problème noir » avait été une fois pour toutes résolu (après l'élection de Barack Obama, par exemple), le rappel de l'interdépendance de ces deux communautés aux États-Unis, que l'on peut faire remonter au jour où le premier esclave africain y a posé le pied, a toujours un sens politique radical. C'est dans cette veine qu'il faut ranger le film de Spike Lee, et c'est assurément une contribution importante dans la désastreuse situation politique américaine actuelle.

Antoine Chollet

On trouvera une version étendue de cet article sur notre site Internet.



Ville

La Gurzelen : un projet innovant à Bienne

Lorsque le FC Bienne a changé de stade, abandonnant son terrain traditionnel de la Gurzelen, il était prévu de démolir le vieux stade pour y construire des habitations à la place. Pourtant, un groupe de citoyen-ne-s a jugé que dans l'intervalle ce lieu extraordinaire, avec un tel espace, ne devait pas être laissé vide.

C'est ainsi que le projet du terrain de la Gurzelen est né. Il a obtenu une concession de la ville pour trois ans, jusqu'en 2019, et compte bien profiter de cette période pour développer autant de projets que possible. Actuellement, on y voit donc aussi bien des terrains de tennis que des plantations de pommes de terre ou une culture de spiruline (une algue aux propriétés étonnantes). Mais qui sait ce qui viendra les remplacer l'an prochain ?

Chacun-e ici est libre de proposer un projet qu'il-elle

compte mener à bien, seul-e ou collectivement. L'espace ne manquant pas, le terrain s'est transformé en un joyeux bordel d'activités qui semblent

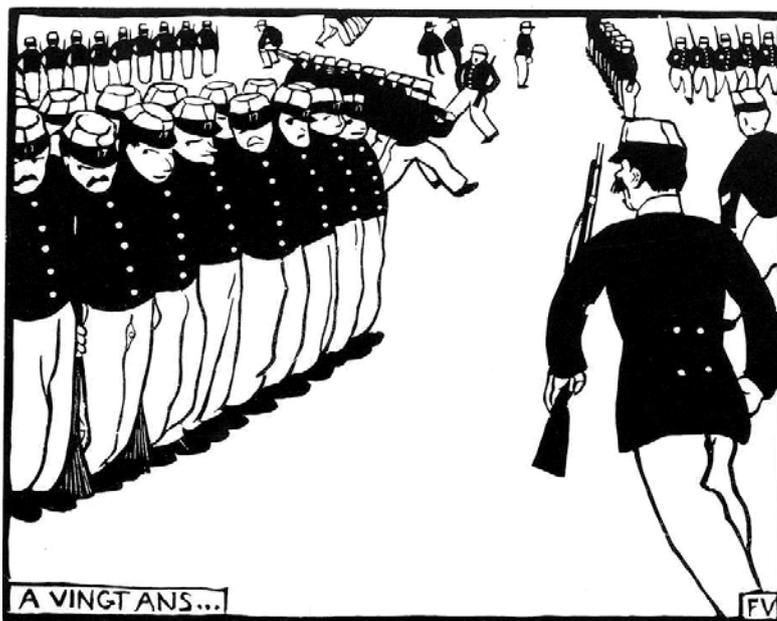
coexister de manière parfaitement pacifique.

Il faut se dépêcher d'aller visiter la Gurzelen, avant sa démolition définitive !

Antoine Chollet

Pour en savoir plus :

www.terrain-gurzelen.ch.



« Genève, tu g/rèves ? »

À l'occasion du centenaire de la grève générale de 1918, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) et le Collège du travail organisent le 9 novembre 2018 une soirée de conférence et de débats « Genève, tu g/rèves? La Grève générale de 1918: commémoration et actualité ». Cette soirée aura lieu à la Salle du Faubourg, rue des Terreaux-du-Temple 8, 1201 Genève, de 18h30 à 22h00.

Au programme, une conférence de Pierre Eichenberger (historien, Université de Zurich, lire notre entretien en page 18) et une table ronde sur les grèves et les luttes collectives aujourd'hui, avec des participant-e-s de la grève des femmes de 1991, de la fonction publique, des TPG, des maçons, de Merck Serono, de Partage et d'Uber. Les discussions seront suivies d'une collation et du verre de l'amitié.

Pour en savoir plus :

www.cgas.ch

www.collegedutravail.ch

40 ans de la librairie Basta ! à Lausanne

Lausanne compte encore une librairie indépendante et autogérée, heureusement. Il s'agit de la librairie Basta!, avec laquelle *Pages de gauche* entretient des liens réguliers depuis des années. À cet égard, on peut rappeler par exemple la conférence de Willy Gianinazzi, venu parler de sa biographie d'André Gorz en décembre 2016, ou celle de Francis Dupuis-Déri consacré à son livre *La peur du peuple* en avril 2017.

Il se trouve que cette librairie fête cet automne ses quarante ans d'existence, et qu'elle convie toutes les lectrices et tous les lecteurs à venir faire la fête le samedi 13 octobre à Pôle Sud (av. J.-J. Mercier 3 à Lausanne), dès 18h30. On pourra y entendre une conférence d'Éric Aunoble sur la révolution russe, suivie d'animations littéraires et musicales.

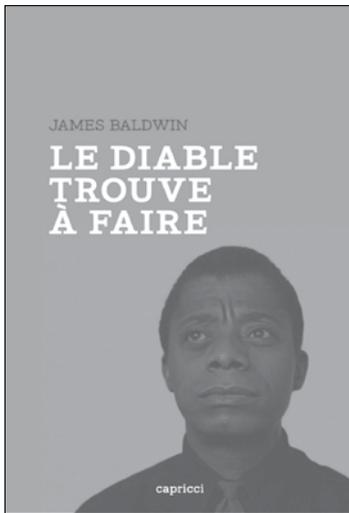
En ces temps de crise du marché du livre, il est bon de rappeler qu'une librairie n'est pas un supermarché (réel ou virtuel), mais qu'elle est un lieu de culture et de vie, là où l'on rencontre des écrivain-e-s et des gens qui les apprécient, là où des idées se créent et s'entrechoquent, là où le monde peut changer. AC

Pour en savoir plus : www.librairiebasta.ch

Le diable trouve à faire**James Baldwin**

Paris, Capricci, 2018

144 pages



Il y a une riche actualité James Baldwin depuis la sortie de *I am not your Negro*, le documentaire que Raoul Peck lui a consacré l'année passée. Celle-ci se prolonge cet automne avec la publication d'un texte de Baldwin consacré au cinéma et resté inédit jusqu'à ce jour en français. Ce sont les éditions Capricci qui ont pris l'initiative de traduire ce texte passionnant dont la première édition, en anglais, date de 1976.

Écrit depuis sa retraite de Saint-Paul-de-Vence, dans le sud de la France, ce texte est, comme toujours chez Baldwin, tissé de références autobiographiques. Consacré à une série de films hollywoodiens qui traitent, d'une manière ou d'une autre, des rapports traumatiques que l'Amérique blanche entretient avec la population afro-américaine, cet essai raconte aussi comment le petit Jimmy, enfant, a découvert le cinéma avec son institutrice à Harlem, et comment les films montraient une société qui n'existait pas, c'est-à-dire une Amérique d'où les Noirs seraient absent·es.

Alors certes, on voit bien apparaître, à partir des années 1950 et 1960, des films cherchant à intégrer des acteurs noirs (exclusivement des hommes pendant longtemps) dans des rôles qui ne sont pas uniquement subalternes. Mais ce que dit Baldwin à leur propos est terrible. La réalité américaine, dans les années 1970, n'est pas celle que montre Hollywood; elle est restée celle de *Birth of a Nation*, le film raciste de Griffith sorti en 1915! AC

L'émission Versus/lire (Espace 2) consacrera une semaine à James Baldwin du 15 au 19 octobre (tous les jours à 11h00).

Le peuple contre la démocratie**Yascha Mounk**

Paris, Éditions de l'Observatoire, 2018

517 pages

Le livre de Yascha Mounk, politologue allemand travaillant désormais aux États-Unis, arrive en France précédé d'une intense campagne publicitaire, quelques mois après sa publication Outre-Atlantique.

Le peuple contre la démocratie est le livre d'un libéral terrifié par le changement politique et qui se rend soudain compte que sa philosophie politique ne lui est d'aucun secours pour comprendre le monde dans lequel il vit. Car les temps que nous vivons ne sont plus ceux de l'optimisme béat de 1989, lorsque certains pensaient la fin de l'histoire advenue sous la forme de la démocratie libérale américaine, forcément destinée à s'étendre sur toute la surface de la terre. Depuis, des forces politiques plus inquiétantes sont apparues: Victor Orban en Hongrie, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Vladimir Poutine en Russie. Mais surtout, les intellectuel·le·s nord-américain·e·s ont vu ces forces fondre sur leur pays en la personne de Donald Trump.

Ces figures sont paresseusement rangées sous la catégorie du « populisme », ce qui permet ensuite de faire porter la responsabilité de leur ascension au peuple, d'où le titre de ce livre. Pour Mounk, c'est donc le peuple qui menace la démocratie, car il met au pouvoir des dirigeant·e·s autoritaires.

D'avantage qu'une analyse de notre présent, ce livre est surtout un *symptôme*. Il témoigne de la terreur d'une partie de l'élite libérale nord-américaine face à ce qui est en train d'arriver aux États-Unis. Plutôt que de blâmer le peuple, nous pourrions simplement lui conseiller de recommencer à faire de la politique, ce qui lui fera comprendre que la démocratie ne peut être défendue que par un peuple qui est prêt à lutter pour elle. AC

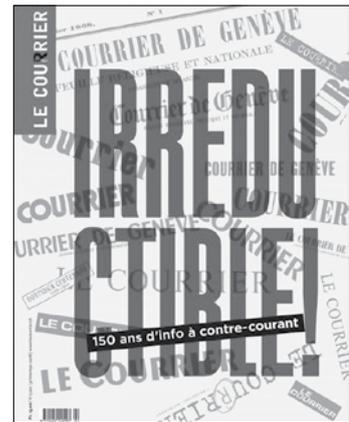
**Collectif Irréductible!**

Genève, Éditions le Courrier, 2018

100 pages

À l'occasion de ses 150 ans, *Le Courrier* a édité ce fascicule retraçant les aléas de sa longue et turbulente existence. Il nous propose ainsi une fascinante plongée dans ce qui a construit le monde d'aujourd'hui: trois guerres, le développement du capitalisme, des grèves et des révolutions, l'émergence de la question sociale.

À l'origine « Journal de l'évêque en terre protestante » financé par l'Église et focalisé sur Genève, *Le Courrier* est jusque dans les années trente franchement réactionnaire, s'opposant frontalement à tous les mouvements sociaux qui agitent la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle.



Dès 1980, Pierre Dufresne et son équipe de six jeunes journalistes font de ce vieux journal catholique conservateur un journal chrétien engagé: « pendant deux ou trois ans, nous avons eu l'impression d'écrire pour des gens qui ne nous lisaient pas encore, tandis que nous agacions une bonne partie de nos lecteurs », dira-t-il. Malgré une campagne de désabonnement lancée par le PDC, le journal trouve un nouveau lectorat: 80 % des 5500 abonné·e·s de 1992 ne le sont que depuis 1980! En 1997, la Société catholique romaine qui finançait le journal depuis ses débuts tente de reprendre la main et conditionne sa subvention à un changement de ligne rédactionnelle. La direction du *Courrier* refuse et l'autonomie devient effective avec le soutien de milliers de nouvelles·aux abonné·e·s.

Force est de constater que le *Courrier* que nous lisons aujourd'hui avec plaisir défend des idées bien différentes de celles de 1868. Il est pourtant resté durant ces 150 ans un journal d'opinion! Et il reste le seul quotidien qui peut se définir comme tel en Suisse Romande aujourd'hui. Anne Holenweg

Vu, Cévu

SUCCÈS DU SWISS MADE

Illustrations

Les illustrations de ce numéro sont issues de la dernière série de gravures sur bois réalisée par Félix Vallotton en 1915, publiées à l'époque dans un album intitulé *C'est la guerre!*, ainsi que d'une gravure plus ancienne, « À vingt ans », datant de 1894.



JAB

CH-1002 Lausanne

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

Salle des pas perdus

En 2019, chasselas obligatoire pour tout le monde...

Ça y est, elle est revenue, et elle va sérieusement nous taper sur le système jusqu'en août de l'année prochaine, quand les feux s'éteindront définitivement sur sa douzième édition. De quoi parlons-nous ici? Vous ne l'avez pas reconnue? C'est qu'alors vous avez la chance de vivre loin des rives du Léman. Car nous parlons bien du raout 100 % pur Boutefas, de la kermesse qui sent bon son radical éméché garanti AOC, de la beuverie villageoise qui s'est enflé le bidon comme le ciboulot, bref: de la « Fête des Vignerons ».

Pensant qu'il suffit d'organiser ce bastringue pour se transformer, comme l'eau en vin, de scribouillard du quartier en Charles-Ferdinand Ramuz ou en René Morax, une belle brochette d'enthousiastes s'agite depuis quelques temps déjà pour nous

infliger ce spectacle l'été prochain. Et nous qui avons naïvement cru que la Fête des Vignerons allait, comme le Comptoir suisse, la Ligue vaudoise, le souvenir de Jean-Pascal Delamuraz ou les pistes de ski d'Isenau, disparaître avec le millénaire, nous voici tout surpris. Nous avons en effet oublié qu'il y a une forme de *rémanence* dans le canton de Vaud: les choses continuent d'y exister alors même qu'elles n'ont plus aucun sens. C'est sans doute aussi cela, cette sorte de paresse à laquelle on reconnaît immédiatement ce canton.

La Fête des Vignerons, en définitive, c'est un peu comme le chasselas du Lavaux (je sais qu'on doit dire « de » Lavaux, ne venez pas m'emmerder avec ça): on n'en fait l'éloge qu'aussi longtemps qu'on n'y a pas goûté... AC